

***l'Anti*capitaliste**

n°345 | 14 juillet 2016 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

Le pouvoir discrédité gagne au 49.3



ON N'EST PAS FATIGUÉS

PRÉPARONS UNE RENTRÉE DE LUTTES!

Dossier

ESPAGNE, JUILLET 1936: guerre civile, révolution et contre-révolution

Pages 6 et 7

ÉDITO

«Lynchage légal»
Page 2

PREMIER PLAN
Police et justice:
pas de vacances
contre la répression!
Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Union européenne: Brexit, perturbation locale ou ébranlement général?
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Postiers de Rivesaltes: entretien avec Alexandre Pignon, militant CGT
Page 12



Par GALIA TRÉPÈRE

«Lynchage légal»

Ces derniers jours aux États-Unis, l'assassinat filmé par des téléphones portables de deux Afro-Américains par des policiers a provoqué des manifestations à l'appel de «Black Lives Matter» («Les vies noires comptent») dans plusieurs grandes villes. Les vidéos montraient comment Alton Sterling, 37 ans, avait été plaqué au sol et abattu le mardi 5 juillet à Baton Rouge en Louisiane, et Philando Castile, 32 ans, froidement assassiné dans sa voiture, sous les yeux de sa petite amie et de sa fille de 4 ans, à Minneapolis dans le Minnesota.

En marge d'une de ces manifestations à Dallas, jeudi dernier, un jeune homme noir, Micah Johnson, ancien soldat de l'armée américaine, a cru venger les victimes de ces assassinats en tuant à coups de fusil cinq policiers et deux civils. Il a été tué par un robot policier chargé d'explosifs. Une telle violence, isolée, ne sert pas la cause des Noirs. Elle a pu être utilisée contre eux. Mais cela n'a pas empêché que de nouvelles manifestations aient lieu dans toutes les grandes villes des États-Unis, malgré l'agressivité et la brutalité des policiers et des centaines d'interpellations et de gardes à vue.

On estime que plus de 1500 personnes ont été tuées par des policiers aux États-Unis depuis le 1^{er} janvier 2015. En proportion du nombre d'habitants des États-Unis qu'ils représentent, ce sont les Afro-Américains qui sont les plus exposés à cette violence meurtrière, puis les Latino-Américains, alors que leurs assassinats sont quasiment assurés de l'impunité. Ce qui a fait dire à l'ancien militant des droits civiques, Jesse Jackson, qu'il s'agissait d'un «lynchage légal». La violence de la société capitaliste contre les exploités, une violence contre laquelle Obama n'a rien fait, s'exerce en premier lieu contre les victimes du racisme et de toutes les discriminations. Un racisme légitimé par les crimes impunis de la police et par la démagogie puante de dirigeants des classes possédantes, comme le candidat du Parti Républicain Donald Trump, contre les musulmans et les Latino-Américains, en plus des Noirs. Ce terrible poison est destiné à diviser les travailleurs entre eux, en désignant aux pauvres ou aux déclassés de plus pauvres et plus opprimés qu'eux. Il ne connaît pas d'autre antidote que la lutte contre la société de classe en même temps que contre toutes les oppressions qu'elle génère.

BIEN DIT

Je ne veux pas parler de pression me concernant.

La pression, c'est ce que ressentent les gens qui se lèvent chaque jour à 6 heures du matin pour aller bosser. Moi, ce n'est que de l'adrénaline.

Le sélectionneur de l'équipe de France de football DIDIER DESCHAMPS, lors d'une conférence de presse jeudi 7 juillet

À la Une

Le pouvoir discrédité gagne au 49.3 On n'est pas fatigués Préparons une rentrée de luttes!

Fin de la première manche... L'adoption de la loi travail le 6 juillet en deuxième lecture (avant le vote définitif prévu le 21 juillet), sans vote, est un concentré de la situation politique: la seule force du gouvernement Hollande-Valls, c'est de jouer les institutions antidémocratiques contre les mobilisations.

Cette adoption sans aucune motion de censure pour tenter de s'y opposer montre, s'il en était encore besoin, que cette loi ne pose aucun problème aux parlementaires de droite. Comme on l'explique depuis des mois, «Sarkozy l'a rêvé, Hollande le fait»... Mais elle est aussi le révélateur de l'impuissance des prétendus «frondeurs» qui nous refont le coup du mois de mai, avec un Christian Paul qui déclare benoîtement: «Une nouvelle fois, nous nous sommes battus jusqu'au bout contre le cynisme, les pressions... et la loi travail. 56 députés de toute la gauche ont accompagné cette démarche.» On ne parle vraiment pas la même langue!

Et pour tous ces parlementaires, qu'importe si un sondage réalisé le lendemain de cette adoption indiquait que 72% des sondés étaient toujours opposés à l'utilisation du 49.3 pour passer en force. Une illustration de plus de la déconnection de ces élus par rapport aux préoccupations et besoins de la population.

Refuser de revenir des décennies en arrière

Le gouvernement a été incapable de convaincre la population, il est apparu complètement «sourd» face à un mouvement qui, pendant 4 mois, a trouvé une multiplicité de formes pour affirmer son rejet d'une loi qui fait revenir le monde du travail des décennies en arrière. Le seul dialogue du gouvernement aura été les matraques et les gaz des forces de répression. Car question répression aussi, on est



revenu des décennies en arrière. Cela faisait longtemps que l'on n'avait pas vu les dites «forces de maintien de l'ordre» utiliser contre des manifs de masse des armes (charges, matraquages, gazages, grenades de désencerclement, canons à eau) visant à disperser les manifs...sans succès. Plusieurs générations, derrière la jeunesse, ont redécouvert la nécessité de se confronter à l'appareil de répression pour faire respecter le droit de manifester et de s'exprimer. L'utilisation de l'arsenal juridique de l'état d'urgence montre qu'à défaut de lutter contre le terrorisme, il est un outil anti-démocratique contre le mouvement social. Ce passage en force est un aveu de faiblesse politique qui enregistre la rupture du PS avec celles et

ceux qui pensaient encore qu'avec Hollande, ce serait différent de Sarkozy. Une rupture qui, si elle n'est pas contrebalancée par des victoires sur le terrain des luttes, profitera au FN qui s'est exprimé le moins possible pendant les mobilisations.

Préparer dès aujourd'hui la deuxième manche

Le gouvernement sort donc affaibli de cette première manche, mais il n'est pas débarrassé pour autant de la contestation. Jeudi 7 juillet, plusieurs centaines de personnes se sont retrouvées devant le TGI de Paris où comparaissaient des militants de la CGT, des intermittents, un photographe de Nuit debout, tous interpellés devant l'Assemblée nationale mardi 5 juillet.

Ce week-end, les opposantEs à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes réunis pour leur rencontre annuelle étaient bien plus nombreux que l'année dernière. Après la pseudo consultation et les déclarations fracassantes de Valls, les opposantEs toujours déterminés ont appelé les 8 et 9 octobre à un nouveau rassemblement pour mettre en échec les expulsions annoncées. Et déjà ce samedi 16 juillet, c'est à Bure que se retrouveront les opposantEs au projet d'enfouissement des déchets nucléaires.

L'intersyndicale appelle le jeudi 15 septembre à une nouvelle journée de mobilisation pour l'abrogation de la loi travail. Dès maintenant, nous devons la préparer afin qu'elle marque le début d'une nouvelle phase de la lutte sur la base du bilan que nous pouvons tirer des faiblesses du mouvement de ce printemps. Le moment où le gouvernement a tremblé, c'est lorsqu'il a craint que la grève des raffineries ne s'étende. En septembre, la jeunesse retrouvera le chemin des écoles et universités, et il sera possible de discuter à nouveau de la convergence des luttes pour construire un mouvement de grève qui bloque l'économie. Cette deuxième manche aura aussi pour enjeu l'arrêt de toutes les poursuites, l'amnistie de toutes les condamnations contre les manifestantEs opposés à la loi travail et la levée immédiate de l'état d'urgence, au cas où le gouvernement aurait la mauvaise idée de le renouveler dans quelques jours...

Cathy Billard

IRAK

Quand cessera l'impunité des apprentis sorciers?

Dans la nuit du samedi 2 au dimanche 3 juillet, l'attentat le plus meurtrier de ces dernières années a fait près de 300 morts à Bagdad. Face au chaos régnant dans ce pays symbole de l'interventionnisme occidental, la population demande des comptes à ses dirigeants. Au même moment, le rapport Chilcot tire un bilan cinglant de l'aventurisme de Tony Blair au côté de Georges Bush en 2003.

L'attentat a été perpétré au moyen d'un camion frigorifique bourré d'explosifs dans le quartier central et commercial de Karada, à un moment de grande affluence, pour la rupture du jeûne du Ramadan. L'explosion a été terrible, détruisant des immeubles entiers et créant un gigantesque incendie, le nombre de victimes restant probablement incomplet. Revendiqué par l'État islamique (EI), l'attentat a montré que cette organisation est loin d'être abattue malgré l'important revers qu'a constitué pour elle la chute de Falloudja.



Bagdad en deuil. La faute à qui? DR

Cette ville était la pointe avancée de l'action de l'EI vers la capitale irakienne toute proche, mais tous les experts s'accordent sur le fait que l'organisation a une présence significative dans Bagdad même. L'EI est déterminée à creuser le conflit inter-religieux et sectaire entre sunnites et chiïtes, réanimé par les puissances mondiales et régionales à la suite de Saddam Hussein. Ainsi, de nouveau dans la nuit du jeudi 7 au vendredi 8 juillet, des combattants de l'EI ont attaqué à Balad au nord de Bagdad un mausolée chiïte, ainsi que le marché adjacent faisant 30 morts.

Un monde à changer

BARROSO : UN DRÔLE DE CUMUL EMPLOI-RETRAITE... L'ancien président de la Commission européenne de 2004 à 2014, José Manuel Barroso, vient d'être embauché par un géant de la finance américaine : la banque d'affaires Goldman Sachs. Il prend la présidence non exécutive du conseil d'administration de Goldman Sachs International (GSI) : derrière ce titre, des fonctions de conseiller, notamment sur les affaires européennes. « José Manuel va apporter une analyse et une expérience immense... Nous sommes impatients de travailler avec lui », ont déclaré les dirigeants de Goldman Sachs International. Rappelons que Goldman Sachs, avant la crise financière, a continué à placer des titres subprimés auprès de sa clientèle tout en étant parfaitement au courant de leur fragilité et en limitant ses propres risques. En Europe, Goldman Sachs a aidé à maquiller les comptes publics de la dette grecque avant son entrée dans la zone euro avant de spéculer sur cette dette. Durant son mandat de président, Barroso s'était montré un fidèle serviteur de la finance, s'opposant

longtemps à toute régulation en ce domaine. Depuis son départ de Bruxelles, il aurait accepté au moins 22 postes, pas tous rémunérés, mais dont certains étaient liés à des lobbys de grandes entreprises. Le cas Barroso est particulièrement scandaleux, mais il est loin d'être le seul. D'après une étude de la fin 2015, un tiers des commissaires (9 sur 26) dont le mandat s'est achevé en 2014 exercent aujourd'hui des rôles au sein d'entreprises ou d'autres organisations reliées aux grandes entreprises. Interrogée sur le cas Barroso, la Commission a rétorqué qu'il n'avait violé aucune règle... C'est bien là le problème ! Non seulement les commissaires européens (comme bien des dirigeants des États-membres) sont à l'écoute des lobbys patronaux, mais ils passent directement à leur service après leur cessation de fonction.

« Séparation du Medef et de l'État », réclamait Nuit debout. Ce mot d'ordre est bien d'actualité, au niveau français comme dans toute l'Union européenne. Mais pour le concrétiser, c'est au capitalisme lui-même qu'il faut s'attaquer.

POLICE ET JUSTICE **Pas de vacances contre la répression !**

Les « vacances judiciaires » n'empêcheront pas les cours de siéger, et les parquets de requérir des peines. Alors, nous resterons mobilisés tout l'été contre la répression.

Il n'y aura pas de trêve estivale cette année, le mouvement social en a décidé autrement. Si certains prendront des vacances bien légitimes pour se reposer et préparer une rentrée qui s'annonce chaude, d'autres passeront l'été en prison ou assignés à résidence...

L'état d'urgence jusqu'à quand ?

Le 26 juillet, les parlementaires seront appelés pour la troisième fois à voter la prorogation de l'état d'urgence et les mesures liberticides qui y sont attachées : interdictions et restrictions des manifestations, perquisitions de nuit, assignations à résidence hors contrôle judiciaire, etc. Pour justifier la prorogation, Valls, Cazeneuve et Urvoas avaient prétexté une « menace terroriste persistante » et la sécurisation de l'Euro de football...

Mais dans la réalité, c'est le mouvement contre la loi travail qui était ciblé : nos manifestations furent interdites, nassées, et fortement réprimées. Jamais depuis la guerre coloniale d'Algérie, la répression n'avait atteint un tel degré d'intensité. Alors que le directeur de la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) s'exprimant le 21 juin devant les parlementaires évoquait un « risque de guerre civile » (sic), nous devons une nouvelle fois nous mobiliser pour dire stop à l'état d'urgence ! Ce gouvernement illégitime, suivi dans sa fuite en avant répressive par une assemblée de godillots, ne nous fera pas taire.



Le 14 juillet, loin de la célébration cocardière et de sa « musique qui marche au pas », les différents collectifs luttant contre les violences policières ont appelé à une journée de mobilisation et de débats place de la République à Paris. Des représentantEs du mouvement Black Lives Matter (« les vies noires comptent ») de passage en France y ont pris notamment la parole, avec aussi des ateliers autour de différents thèmes : histoire de la police ; traitement médiatique

des violences policières ; police et racisme d'État ; impunité policière... Une belle initiative clôturée en musique (avec du rap).

Avec Fadela, notre détermination est intacte !

À l'heure où nous écrivons ces lignes, notre camarade du NPA 13 Fadela a été pour la deuxième fois convoquée et placée en garde à vue afin d'être déférée devant un tribunal pour « injures » envers Cazeneuve et rébellion contre les

flics. Elle sera jugée le 31 août. Que lui reproche-t-on ? D'avoir tout simplement participé au comité d'accueil unitaire organisé contre la venue de Bernard Cazeneuve le 4 juillet dernier, au moment de la mobilisation contre la loi travail. Avec de nombreux autres militantEs du mouvement social, Fadela avait déjà été interpellée ce jour-là pour avoir scandé « P comme pourris, S comme Salauds, à bas le Parti socialo ! »

La mobilisation doit donc s'organiser et s'amplifier. Tolérons-nous qu'à la rentrée nos manifestations soient à nouveau nassées ? Laissons-nous encore longtemps des manifestantEs derrière les barreaux ? Des outils existent. Ainsi, Nuit debout a permis la mise en place d'une commission « défense collective » qui s'occupe de trouver des avocats pour les victimes des violences policières. « Street medic » s'est aussi lancé dans la collecte systématique de renseignements afin d'obtenir le nombre réel de manifestantEs blessés durant ces quatre derniers mois. Et des caisses de solidarité ont fleuri un peu partout. Non, il n'y aura pas de trêve pendant l'été : plus que jamais, toutes et tous mobiliséEs contre la loi travail et son monde répressif !

Alain Pojolat

La population révoltée

Face à ces actes de guerre contre des civils, la population irakienne manifeste toujours plus sa révolte. Après l'attentat, elle a conspué l'équipe du Premier ministre Haider-al-Abadi, qui comme celle de son prédécesseur Nouri Al-Maliki est totalement incompétente, reposant sur un partage des prébendes entre partis communautaristes dirigés par des affairistes sans base locale.

Pendant ce temps, les parrains étatsuniens et iraniens rivalisent de savoir-faire dans l'ingérence corruptrice et boute-au-feu. Il y a quelques semaines, un cortège populaire a même occupé le Parlement avec l'aide des miliciens de l'imam chiite Moktada al-Sadr, qui apparaît comme plus intègre et réunificateur que les autres forces politiques. Y compris dans les régions autonomes kurdes, la population proteste contre les turpitudes de

dirigeants qui prétendent impulser un « miracle » économique régional, mais sont maintenant incapables de payer les salaires des fonctionnaires avec la chute du prix du pétrole.

Qui a semé le chaos ?

En Europe et aux USA, nos dirigeants politiques et médiatiques se félicitent de l'avancée des offensives militaires dans les régions contrôlées par l'EI, comme si cela rattrapait les précédentes interventions militaires impérialistes dans la région, maintenant évoquées avec gêne. En revanche, les massacres de civils au Moyen-Orient ne semblent pas mériter l'illumination de la tour Eiffel ou autre acte de solidarité symbolique, comme si la violence était inscrite dans les gènes de ces peuples, à la différence des autres...

Alors, nous devons rappeler que la violence de Saddam Hussein a été

encouragée pendant des années par les dirigeants politiques des USA, de l'Angleterre et de la France ; que l'invasion américano-britannique en Irak en 2003 est la grande responsable de la destruction de ce pays, de l'abandon de sa reconstruction dans le pillage et dans des institutions professionnalisées, à la base de l'apparition de l'EI et de la violence sans fin dans laquelle le peuple irakien est abandonné.

Condamner les fauteurs de guerre

Avec l'impunité accordée aux exactions des milices chiites sous contrôle iranien censées combattre l'EI, on a la certitude que les racines de nouvelles guerres sont replantées. De même que l'impunité de plus en plus clairement accordée en Syrie à Assad par la convergence des intérêts occidentaux et russes, fera rejaillir des clones de Daesh.

C'est pourquoi le rapport de la commission d'enquête britannique Chilcot, malgré tous les freins qui lui ont été mis, est une première leçon de choses prouvant que Tony Blair a engagé son pays dans une aventure désastreuse (deux millions de morts irakiens, plusieurs centaines de morts anglais et étatsuniens en 2003, sans parler des effets actuels), cela sous de faux prétextes (les armes de destruction massive de Saddam, sa complicité dans les attentats de New York, dans les deux cas inexistantes).

Une telle démonstration devrait être poursuivie en vue de mettre en accusation des dirigeants politiques fauteurs de guerres pour leurs intérêts économiques et politiques, mais sourds à la solidarité avec les sociétés civiles. Bush, Blair, Barroso et quelques autres sont bien des criminels contre l'humanité, qui devraient être jugés et condamnés !

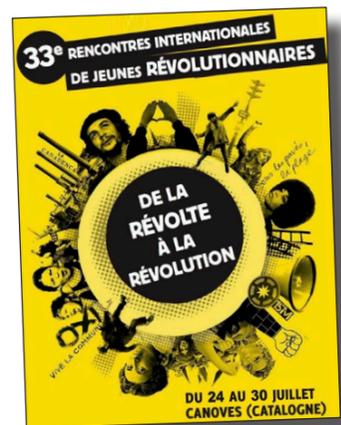
Jacques Babel

Le chiffre 2,5 fois plus

Selon l'Insee, en 2014 et 2015, parmi les adultes en couple (ou ayant été en couple) au cours des deux années précédant les enquêtes, les femmes de 18 à 75 ans sont près de 2,5 fois plus nombreuses (2,1% contre 0,9% pour les hommes) à déclarer avoir été victimes de violences physiques ou sexuelles conjugales. Les femmes sont également plus nombreuses à avoir subi des atteintes psychologiques ou des agressions verbales de la part de leur conjoint ou ex-conjoint.



Agenda



NO COMMENT

Ce soir, c'est juste du foot. Rien à voir avec France-Allemagne. Bonne soirée!

JEAN-LUC MELENCHON, sur Twitter dimanche 10 juillet, à la veille de la finale de l'Euro France-Portugal. Bientôt le retour de la ligne Maginot ?

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS C'est quand qu'on va où ?



L'une reste, l'autre part... DR

Nicolas Hulot ne sera pas le candidat capable de réunir, le temps d'une élection, la nébuleuse EÉLV qui a pourtant grand besoin d'une annonce médiatique pour ressouder ses rangs et motiver les militantEs.

En effet, depuis l'élection de Hollande, le parti vert a perdu de sa crédibilité dans l'opinion et perdu nombre de militantEs. D'abord, l'accord électoral au rabais passé en 2012 avec le PS qui assurait l'élection d'assez de députés EÉLV pour former un groupe parlementaire. Ensuite, la participation au gouvernement de Cécile Duflot et Pascal Canfin, sans critique de la politique antisociale, ni volonté de défendre l'environnement, ont discrédité pour longtemps la stratégie d'un parti occupé à obtenir des places dans les institutions. Tous les renoncements aux maigres engagements de la campagne de 2012, en particulier la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim, ont fini par décourager et écœurer de nombreux militantEs qui ont quitté le parti. La stratégie défendue par la direction d'EÉLV a montré les limites de l'écologie institutionnelle qui se consacre aux tractations boutiquières avec le parti au pouvoir, sans aucune utilité pour les luttes en cours : de Sivens à Notre-Dame-des-Landes, de l'EPR de Flamanville à la décharge nucléaire de Bure, des autoroutes aux LGV et autres parcs de loisirs... aucun appui efficace des chefs installés dans les salons de la République. La scission puis la dissolution du groupe parlementaire à l'Assemblée nationale avec le départ des députés pro-gouvernement de Rugy et Pompili, la nomination au gouvernement de Placé, Pompili et Cosse (secrétaire nationale d'EÉLV qui n'a pas jugé bon de consulter son parti avec d'accepter...), l'affaire Baupin, ont achevé de fragiliser un parti qui comptait sur la candidature de Hulot pour se refaire une réputation.

Scénario et casting à revoir...

Hulot qui semblait se préparer à la bataille électorale, renonce. Fort du soutien des Joly, Cohn-Bendit, Rivasi ou Mamère, crédité de 9 à 11 % dans les sondages, il avait déposé les statuts d'un micro-parti. Initiateur du « pacte écologique » à la présidentielle de 2007 signé par quasiment tous les candidats (c'est dire !), interlocuteur de Sarkozy sous son quinquennat, nommé « *envoyé spécial pour sauver la planète* » par Hollande (la baguette magique n'était pas fournie), Hulot s'est toujours dépeigné à côtoyer les personnages influents... avec les résultats que l'on connaît. Parions que Hulot saura se ménager les faveurs du prochain occupant de l'Élysée pour être nommé « ambassadeur » d'une quelconque mission aussi inutile que pompeuse !

Même si Cécile Duflot a annoncé qu'elle était prête, EÉLV a décidé d'organiser des primaires ouvertes à la société civile pour la candidature en 2017. La guerre pour la place va continuer. Rien d'utile pour empêcher le gouvernement Valls de poursuivre l'état d'urgence, de faire passer en force sa loi anti-travail, de mener sa politique en faveur des riches.

Commission nationale écologie

PARTI SOCIALISTE Couler le Titanic

À dix mois de la présidentielle, l'exécutif et le PS n'ont jamais été aussi affaiblis, aussi coupés de leur électorat de 2012. Le constat est sans appel : plus de majorité, plus de soutien populaire, plus de crédibilité... Bref un parti qui prend l'eau.

Depuis plusieurs semaines, la situation est critique pour le parti au pouvoir. Dans les manifestations contre la loi travail, les slogans anti-PS ont pris de plus en plus de place...

« Tout le monde déteste le PS ! »

Ces dernières semaines, une cinquantaine de permanences parlementaires et de locaux du PS ont aussi été dégradés. Plusieurs meetings de l'initiative pro-gouvernementale « Hé oh la gauche » ont été perturbés ou annulés comme ce fut le cas à Lille le 17 mai dernier, à Paris le 13 juin, ou à Bordeaux le 29 juin où la réunion a dû être écourtée. Les déplacements des ministres sont désormais également assez « sportifs » : à Montpellier le 1^{er} juillet où Valls a été sifflé et hué, à Marseille le 4 juillet pour la venue de Cazeneuve.

Cerise sur le gâteau, l'université d'été de la « Belle alliance populaire » prévue à Nantes fin août a été annulée. Selon Cambadélis, cette décision a été prise car « les conditions de tranquillité, de sérénité, de sécurité ne sont pas réunies ». « La violence est là, ce n'est pas le résultat d'une politique, c'est une dérive de la société française. » Ben voyons ! Cette « violence », la colère anti-PS, ne serait pas due à la politique du passage en force ? Du recours au 49.3 ? À la répression et aux violences policières qu'ont subies pendant ces quatre mois de mobilisation les militantEs du mouvement social ? Et même à la tentative de ce gouvernement d'interdire



les manifestations syndicales ? Bin non, pour le patron du PS, ce ne serait dû qu'à « l'ultra-gauche ». Mais pour certainEs, cette annulation de l'université d'été serait aussi une volonté de faire taire les dissensions et désaccords internes de plus en plus nombreux...

Un exécutif sans majorité... et sans réelle opposition interne

La crise dans la majorité est à son paroxysme et ne concerne donc plus désormais les seuls « frondeurs ». Mardi 5 juillet, alors que la loi sur le travail revenait à l'Assemblée nationale, le député Olivier Faure dégainait un amendement signé par plus de 120 députéEs PS qui proposait que les heures supplémentaires soient au minimum surpayées de 25 %. Problème : cet amendement touchait au fameux

article 2 de la loi El Khomri. Valls a donc dû monter au créneau lors de la réunion des députés PS pour calmer les ardeurs.

Il faut aussi entendre une Karine Berger, députée PS jusque-là si docile, affirmer le même jour que « l'utilisation du 49.3 à deux reprises témoigne du fait qu'il n'a plus la majorité de l'Assemblée avec lui et que, par conséquent, motion de censure ou pas motion de censure, s'il y avait 49.3 au début de la 2^e lecture, le Premier ministre ne pourrait pas rester. Il devrait démissionner ». « Motion de censure ou pas »... Pour elle ce sera « pas ». Des paroles et pas d'actes.

Lors du second recours au 49.3, la motion de censure déposée par certains « frondeurs », les communistes et les écologistes a une nouvelle fois échoué à deux voix

près. Sur cette question, l'opposition interne à Hollande et Valls s'est totalement divisée. Les députés Yann Galut et Alexis Bachelay, signataires de la première motion, ont cette fois-ci décidé de ne pas signer car, pour eux et leurs amis, le combat contre l'orientation de Hollande et Valls, se passe désormais dans la primaire. Les « frondeurs » n'ont réussi qu'à obtenir une vingtaine de signataires PS pour cette seconde motion de censure, étalant ainsi leur faiblesse et leurs divisions. Quant aux Aubryistes, pas de changement de position : toujours aussi légitimistes, refusant de faire tomber le gouvernement, il n'ont qu'un seul objectif : le prochain congrès.

Combattre la gauche de droite

Certes affaiblis, Hollande et Valls peuvent donc continuer cahin-caha leur politique antisociale et libérale puisqu'ils savent leur opposition interne bien incapable de renverser ce gouvernement. Heureusement pour eux que cet outil si démocratique, le 49.3, existe !

La rupture avec l'électorat de 2012 est donc bel et bien consommée. Mais cela ne semble pas inquiéter outre mesure Hollande et Valls qui, plus que jamais, défendent une clarification de la ligne du PS allant jusqu'à la fracture, la liquidation officielle du parti du congrès d'Épinay. C'est désormais une question cruciale pour eux afin d'espérer franchir le cap du premier tour de la présidentielle. Et de ce point de vue, il n'est pas sûr que les macronneries solitaires soient à leur goût.

En ce qui nous concerne, avec l'ensemble des militantEs du mouvement social au côté desquels nous avons combattu la loi des patrons ces derniers mois, nous continuerons à traiter durant l'été et à la rentrée le parti au pouvoir comme il doit l'être, une vulgaire force politique de droite...

Sandra Demarcq

FRONT NATIONAL Marine Le Pen, le national-libéralisme contre les travailleurs

Tout comme ses homologues britanniques champions du Brexit, Marine Le Pen a quelques difficultés à gérer sa démagogie tous azimuts et les contraintes que lui impose son ambition d'accéder au gouvernement pour gérer les affaires des classes dominantes alors que la mondialisation financière impose ses lois.



Le sénateur Rachline et Le Pen. Discours embrouillés et confusions... DR

« assouplir » le droit du travail, en particulier avec la remise en cause des 35 heures par des accords de branche pour passer à 39 heures. En matière budgétaire, l'objectif est de ramener les dépenses publiques à 50 % du PIB, contre 57 % en 2015. En clair, rien ne change, libéralisme et austérité, mais au nom du nationalisme.

La pierre angulaire de ce programme tout à fait libéral et en

faveur du patronat, c'est la sortie de l'euro combinée à la démagogie contre l'immigration, nationalisme et racisme. Marine Le Pen veut un référendum en France dans la foulée du Brexit. Elle reste cependant prudente, défendant une sortie « concertée ». La nouvelle monnaie coexisterait avec « l'écu », qui serait utilisé pour les échanges intra-européens. Retour à l'époque Giscard !

Dans son ambition présidentielle, Le Pen cherche à dévoyer le mécontentement populaire tout en voulant gagner à elle les patrons de PME et TPE auxquels elle promet des allègements fiscaux et une priorité dans l'attribution des marchés publics. En fait, elle avance une politique libérale et nationaliste compatible avec celle de LR, des Dupont-Aignan et autres. Elle veut capter leur électorat voire réussir à former un nouveau parti de droite extrême autour d'elle, instrument de son ambition alors que les vieux caciques de droite sont à bout de souffle.

Progressivement, elle met en place une politique qui puisse répondre aux besoins de la bourgeoisie au moment où la crise de l'Europe s'accroît. Elle tente de gérer les contradictions entre les intérêts nationaux des classes dominantes et les contraintes de la mondialisation tout en dévoyant le mécontentement populaire. Une politique qui accentuera la crise que seule la classe ouvrière pourra dépasser en construisant une autre Europe, celle des travailleurs et des peuples.

Yvan Lemaître

UNION EUROPÉENNE **Brexit: perturbation locale ou ébranlement général?**

Theresa May devient Première ministre britannique, espérant colmater la crise politique et reporter l'impact du Brexit sur les classes populaires.



Cameron et May. Changement de personnel, pas de politique. DR

Face à l'urgence, les contradictions du parti conservateur au pouvoir se sont dénouées : David Cameron part plus vite que prévu, ceux qui avaient fait campagne pour le Brexit ont renoncé à postuler à la direction du gouvernement, et Theresa May, qui avait soutenu le maintien dans l'Union européenne (UE), devient Première ministre. Ce n'est certes pas une pro-européenne farouche, et elle a d'emblée affirmé que le résultat du référendum ne sera pas remis en cause.

Les marchés financiers internationaux ont, sur le moment, été ébranlés par le référendum. C'est significatif du climat d'incertitude et du fait que financiers et capitalistes savent qu'un jour ou l'autre il faudra payer la note de la politique de distribution à tout-va de liquidités aux banques pour soutenir une croissance qui reste maigre. Cette largesse soutient les cours de la Bourse et permet au système bancaire de continuer à spéculer.

Un royaume désuni

Mais dans l'immédiat, ce qui compte, c'est l'impact direct dans ce qui est, c'est son nom officiel, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Teresa May

va devoir gérer les conséquences des votes nord-irlandais et surtout écossais en faveur du maintien dans l'UE. Et surtout, elle aura à faire face aux incertitudes économiques dans lesquelles le Brexit a plongé le pays.

Si des capitalistes britanniques étaient individuellement plutôt favorables au Brexit (à l'instar de James Dyson, l'homme des aspirateurs...), globalement, le capital britannique s'accommodait parfaitement de l'UE. La Grande-Bretagne avait complètement accès aux marchés européens tandis que la finance britannique restait libre de faire à peu près ce qu'elle voulait et que le marché du travail avait été dérégulé. Et la non-appartenance à la zone euro donnait plus de marges de manœuvre à la politique économique.

«Face tu perds, pile tu perds aussi»

Le Brexit a entraîné une baisse importante de la livre, un recul des prix de l'immobilier britannique

(largement tirés par la spéculation et les achats des étrangers), des annonces (à confirmer) de désengagement de certaines entreprises du territoire britannique, et une baisse générale de la confiance. La baisse de l'immobilier inquiète car des fonds financiers en dépendent directement et sont menacés de retraits brutaux (la valeur de leurs propriétés immobilières a chuté d'au moins 15%).

Face à cette situation, la réponse des dirigeants britanniques a déjà commencé à s'esquisser : soutien aux banques, baisse des taux d'intérêt et diminution drastique de l'impôt sur les sociétés (pour attirer les entreprises). Autrement dit, une accentuation du néolibéralisme en faveur des entreprises et des classes possédantes, tandis que la masse de la population va subir le probable regain d'inflation liée à la baisse de la livre (ce qui va provoquer une hausse des produits importés).

Les ressorts de la politique anti-sociale et néolibérale menées

depuis des années se trouvent bien en Grande-Bretagne même et, moins qu'ailleurs en Europe, dans des pressions de la Commission de Bruxelles. En l'absence de réaction des travailleurs et des couches populaires, ceux qui ont voté pour le Brexit pour manifester leurs oppositions aux « élites » capitalistes vont en payer le prix. Ce référendum à l'initiative de la droite conservatrice était bien un jeu de dupes pour les travailleurs : un pile ou face du type « face tu perds, pile tu perds aussi » (ce qui ne résout pas par ailleurs la question des consignes de vote...).

L'UE n'est pas irréversible

Enfin, Teresa May va devoir négocier les conditions de la sortie avec l'UE, en arrachant le maximum de concessions sur l'accès aux marchés européens et la possibilité pour les banques d'y opérer librement. Cela prendra du temps et peut susciter des contradictions chez ses ex-partenaires.

Enfin, au-delà de la stricte sphère économique, la sortie de la Grande-Bretagne a des conséquences géopolitiques : l'Union européenne n'est pas irréversible. Commission, Banque centrale européenne et gouvernements nationaux de droite et de « gauche », ont su s'unifier contre le peuple grec. Il en serait de même demain contre tout mouvement populaire qui remettrait en cause les objectifs néolibéraux. Mais pour le reste, les contradictions montent entre les États, des contradictions attisées par la capacité des extrêmes droites à récupérer l'exaspération populaire...
Henri Wilno

GRÈCE Les lois travail locales n'ont pas épuisé la voracité du capital...



La Grèce la tête sous l'eau, jusqu'à la noyade... DR

L'affaiblissement du droit du travail est aussi passé ici, de 2010 à 2013, par l'inversion de la hiérarchie des conventions, la suppression de leur automaticité d'application et la libération quantitative des licenciements...

Et les chiffres du chômage et de la misère ne racontent pas une autre histoire... Ainsi, le travail non payé : la grande majorité (les deux tiers) des gens qui ont encore un travail ne sont payés qu'avec plusieurs mois de retard. Ainsi aussi, la mode récente des faillites, ce qui permet d'économiser ces retards dans la mesure où les travailleurs arrivent en dernier pour toucher leur dû, après les banques et autres créanciers européens ou grecs... Sur les seules dernières semaines, ont ainsi fait faillite, entre autres, un des plus grands hôtels athéniens de luxe (Ledra, pourtant rempli à 98%!), une de plus grandes sociétés de sécurité (Pyrros, 800 personnes) ou encore la plus grande chaîne de supermarché (Marinopoulos, ex-Carrefour!) avec 12500 travailleurs.

À Salonique, une autre grande société hôtelière (Metropolitan and Theoxenia) a fait mieux en imposant à ses salariés une baisse des salaires, à 500 euros, en dessous même du salaire minimum (586 euros) qui avait été imposé nationalement par la troïka. Avec l'inversion de la hiérarchie des conventions, elle en a le droit ! Il est vrai que la plupart des grands patrons jusqu'à maintenant se sont contentés de la baisse nationale des salaires exigée par la troïka (de 751 euros en 2011) et des autres flexibilités, possibilités de non-rémunération, précarisation, externalisations, etc.

Et toujours plus contre nos retraites

Pourtant, cette destruction des droits (et des vies) des travailleurs ne satisfait toujours pas la voracité du capital : une nouvelle étape est donc prévue pour l'automne, avec le programme européen des Hollande-Merkel-Tsipras qui consiste à « libéraliser » encore plus les licenciements et à détruire la législation sur les syndicats et les grèves : légaliser le lock-out, effacer les protections du syndicalisme et rendre la grève illégale, sauf après un vote référendaire de la base...

Apparemment, l'occasion leur semble politique-ment unique, comme l'a montré la destruction du système de retraites voté récemment. En effet, le gouvernement Tsipras, non seulement a imposé des baisses générales supplémentaires des pensions de retraites (déjà baissées à 12 reprises en 3 ans de presque 40% en moyenne!), mais il a aussi réussi à remodeler structurellement le système de répartition dans un sens capitaliste, avec aussi des baisses programmées à long terme et systématiques, tout cela en utilisant des arguments prétendument égalitaristes « marxistes »... Pourtant, la grande mobilisation ouvrière du 4 février dernier, ainsi que – dans un autre registre mais très lié – la mobilisation solidaire de la population grecque appauvrie en soutien aux réfugiés de guerre que l'Europe « civilisée » préfère voir noyés, tout comme les autres luttes ouvrières, sociales, écologiques, plus morcelées mais continues, annoncent une explosion en gestation contre cette barbarie galopante. La question du débouché politique, forcément contre le capitalisme, en sera une des clefs : la grande mobilisation des travailleurs français donne l'espoir que nous ne sommes plus isolés, que l'on n'est plus seuls...
D'Athènes, Tassos Anastasiadis

MIGRANT-E-S L'Europe forteresse est condamnée...

«Loin de se montrer solidaire, l'Union européenne s'est érigée en forteresse, au point de laisser à ses frontières des personnes en besoin patent de protection internationale.» Cette prise de position, publiée ce lundi 11 juillet, n'émane pas d'unE révolutionnaire mais porte la signature d'un ancien ministre de la Justice qui appartenait en son temps au RPR...

Il s'agit bien d'un avis du Défenseur des droits (DdD), poste actuellement occupé par Jacques Toubon. L'homme, s'il vient incontestablement de la droite, semble au moins prendre au sérieux ses fonctions.

L'objet principal de cet avis du DdD, avis adressé au Parlement, est l'accord conclu le 18 mars 2016 à Bruxelles entre l'Union européenne et la Turquie. Cet accord prévoit de renvoyer sur le territoire turc, depuis la Grèce – point d'arrivée sur le sol européen –, les migrantEs, y compris des réfugiés et demandeurEs d'asile venant de Syrie et d'autres pays marqués par des régimes tortionnaires et des guerres sanglantes. Cela sachant que la Turquie renvoie à son tour en Afghanistan, tire sur des SyrienNEs à la frontière, et envisage de conclure des accords de réadmission avec des régimes tels que ceux d'Iran, d'Irak et du Soudan. Le DdD, quant à lui, s'oppose à ce mécanisme infernal. Suite à l'application du « deal » entre la Turquie et l'UE, le nombre d'arrivées sur le territoire grec a chuté de 1740 par jour (en février 2016) à « moins d'une cinquantaine » selon le HCR, ou plus précisément « 47 » selon la Commission européenne. Mais à



l'évidence, les réfugiés ne cessent pas de fuir pour autant. Simplement, ils empruntent des trajets plus dangereux, en partant à nouveau de la Libye vers les côtes italiennes, mais désormais aussi depuis l'Égypte plus éloignée.

En conséquence, 3770 personnes sont mortes en Méditerranée (dans la mesure où leur sort est connu) sur l'année 2015. En 2016, elles étaient

déjà 2800 jusqu'à début juin, selon les chiffres du HCR.

La «route des Balkans» barricadée...

Autre conséquence de l'application de l'accord Bruxelles/Ankara : la Grèce a vidé les centres d'accueil situés sur ses îles de tous les migrantEs qui y étaient arrivés avant le 20 mars. Ceci parce que leur régime juridique a

changé depuis cette date (les centres devenant des « hot-spots », en fait des gigantesques centres de rétention et de tri). 45000 personnes ont ainsi été débarquées en deux jours seulement au port du Pirée près d'Athènes, puis répartis en bus aux quatre coins du pays. Bon nombre d'entre eux et elles végètent maintenant à plusieurs centaines dans des coins reculés du pays, par exemple à la frontière gréco-albanaise.

La « route des Balkans », empruntée à la fin de l'été 2015 par des centaines de milliers de migrantEs, a été largement barricadée par des pays riverains. Pour cette raison, c'est à nouveau la traversée dangereuse de la Méditerranée qui devient le principal trajet. Ainsi, la Hongrie a construit des clôtures avec des barbelés (essentiellement produits par des détenus dans ses prisons...) tout au long de ses frontières sud et sud-est. Son gouvernement de droite extrême conduit par Viktor Orban est par ailleurs en tête de la contestation de toute tentative de répartition des réfugiés à l'intérieur de l'UE, contestation à laquelle se sont joints d'autres pays de l'Europe de l'Est. Le 2 octobre prochain, Viktor Orban organisera un « référendum » pour demander à la population de soutenir sa position. Le résultat, dans un pays où la droite et l'extrême droite sont devenus quasiment hégémoniques, ne laisse malheureusement aucun doute...
Bertold du Ryon

ESPAGNE JUILLET 1936



Guerre civile, révolution et contre-révolution

Il y a 80 ans en Espagne, le 17 juillet 1936, un putsch militaire dirigé par quelques généraux, dont Franco, tenta de renverser le pouvoir républicain de Front populaire. Dès le lendemain, à Barcelone, Madrid et bien d'autres villes, les travailleurs descendaient dans la rue, s'affrontaient aux militaires, prenaient les casernes, mettaient un coup d'arrêt au « pronunciamiento ».

Commençait alors une guerre civile qui allait durer presque trois ans et est restée, dans l'histoire « officielle », comme un affrontement entre « le fascisme » et « la démocratie ». Côté « fasciste », les armées de Franco, appuyées par une aide massive en matériel et en troupes fournies par l'Italie et l'Allemagne fascistes. Côté « démocratie », les troupes de la République, mal entraînées, aidées par l'URSS et les Brigades internationales, tandis que les « démocrates », dont la France du Front populaire, se cantonnaient dans une politique hypocrite de « non-intervention ».

L'horreur de cette guerre civile, le fait qu'elle ait débouché sur l'instauration de la dictature franquiste, qu'elle ait fait l'objet d'une propagande stalinienne mensongère, a contribué à masquer une autre réalité : l'intervention, à la mi-juillet 1936, des masses populaires était allée bien au-delà de la défense du pouvoir républicain contre les « généraux félons », c'était une révolution sociale qui éclatait, apogée d'années d'exacerbation de la lutte des classes.

Cette révolution allait se heurter, dans le camp « républicain », à un combat sans merci mené par les dirigeants staliniens, socialistes, républicains bourgeois, nationalistes catalans, qui justifiaient leur politique contre-révolutionnaire au nom du fait que l'urgence était à « la défense de la démocratie contre le fascisme ».

Mais c'était l'affrontement de classes qui se poursuivait dans le camp de la République, où se mettait en place, à l'initiative des masses populaires, une nouvelle organisation économique et politique, un pouvoir des travailleurs.

Dans ce contexte, « sauver la démocratie » ne pouvait signifier qu'une chose : rétablir le contrôle de la bourgeoisie sur le pouvoir d'État, liquider la révolution. Pour cela, tous les moyens furent bons, y compris la liquidation physique de nombre de militants révolutionnaires, taxés de complicité avec le fascisme.

Le coup décisif contre la révolution fut porté début mai 1937 à Barcelone. Mais cette « victoire » de la contre-révolution républicaine, en détruisant le processus révolutionnaire en cours, désarmait aussi les forces vives de la guerre contre Franco et condamnait, de ce fait, le camp antifasciste à la défaite. C'était chose faite en mars 1939, avec l'entrée des troupes franquistes dans Madrid, le début de 36 années de dictature fasciste...

Daniel Minvielle

UN CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE ET GÉOPOLITIQUE EXPLOSIF ET LOURD DE MENACES

Les événements d'Espagne se sont joués dans un contexte international marqué par la grande crise de 1929, la montée du fascisme et des affrontements inter-impérialistes.

Pays pauvre et économiquement arriéré, l'Espagne était depuis des années le terrain d'innombrables luttes d'une paysannerie très pauvre et d'une classe ouvrière surexploitée, organisées essentiellement dans la CNT libertaire et l'UGT, syndicat associé au Parti socialiste, contre une bourgeoisie qui alliait, souvent dans une même personne, propriété foncière et spéculation financière. La dictature militaire qu'imposait depuis 1923 au côté du roi Alphonse XIII le général Primo de Rivera maintenait un semblant de « paix sociale ». Celle-ci vola en éclats avec la crise de 1929. Avec la récession naquit un regain de la contestation sociale. De crainte de lui voir tout emporter sur son passage, l'oligarchie foncière et financière qui tirait les ficelles du pouvoir décida de lâcher du lest. C'est d'abord Primo de Rivera qui laissa



Une manifestation à Madrid en 1933. DR

la place à un « réformateur », puis le roi lui-même après la victoire de listes républicaines et socialistes aux municipales de 1931. La bourgeoisie elle-même proclama la république le 14 avril 1931. Cette république fut immédiatement prise entre les intérêts contradictoires qui minaient la société espagnole. Elle s'avérera très vite tout aussi incapable d'assurer la paix sociale à laquelle aspirait la bourgeoisie, que de satisfaire les besoins les plus immédiats des classes populaires, ouvriers et paysans.

La bourgeoisie lorgne vers le fascisme...

Face à cette impuissance, la bourgeoisie espagnole et ses béquilles, l'église et l'armée, ne tardèrent pas à se décider pour un retour à l'« État fort ». Un coup d'État militaire fut tenté dès 1932, déjoué par la mobilisation populaire. Une autre option est le fascisme. Mussolini, au pouvoir depuis 8 ans en Italie, inspirait une partie des dirigeants politiques. En 1933 est créée la CEDA (confédération espagnole des droites autonomes) par Gil Robles,

disciple de Mussolini. Il espérait arriver au pouvoir par les élections pour instaurer sa propre dictature. La CEDA gagna effectivement les élections de 1933, mais de crainte des réactions ouvrières, la bourgeoisie recula et constitua un gouvernement sans membre de la CEDA. Et c'est en fin de compte Franco, qui appliquera le « programme fasciste » : destruction des organisations ouvrières et démocratiques, prison, torture, mort pour des centaines de milliers de leurs militants.

... les ouvriers et les paysans vers la révolution sociale

La révolution sociale était, elle aussi, bien présente dans les esprits. À peine 13 ans plus tôt, les ouvriers, les paysans et les soldats russes avaient renversé, en février 1917, le pouvoir du Tsar, puis, en octobre, celui de la bourgeoisie, pour instaurer leur propre gouvernement, faire leur révolution sociale. Cela inspirait une frousse mortelle à la bourgeoisie. C'était aussi un formidable encouragement aux mobilisations, la preuve concrète

que « c'est possible », donnant un objectif concret aux luttes sociales : prendre le pouvoir, instaurer le socialisme... Mais il y avait un revers à cette médaille, la menace que constituait pour le mouvement ouvrier international l'évolution de l'URSS et du mouvement communiste sous le joug de la bureaucratie stalinienne. En 1931, Trotski écrivait dans *La révolution espagnole et les dangers qui la menacent* : « Les ouvriers espagnols se tournent avec confiance vers l'Union soviétique née de la révolution d'Octobre. Cet état d'esprit constitue un capital précieux pour le communisme. [...] Mais il ne faut pas permettre que l'on abuse de la fidélité des ouvriers à la révolution d'Octobre pour leur imposer une politique qui va à l'encontre de toutes les leçons et enseignements légués par Octobre. Il faut parler clairement. [...] Un danger immédiat menace la révolution prolétarienne en Espagne, qui vient de la direction actuelle de l'Internationale communiste... » Un danger qui se concrétisera dès 1935 avec le virage de Staline vers la politique de « main tendue aux démocraties », d'où émergera la politique de Front populaire. C'est cette politique qui est derrière la contre-révolution républicaine menée en Espagne par le pouvoir républicain. **D. M.**

1931-1936: LE MOUVEMENT OUVRIER ESPAGNOL

Côté ouvrier, les années suivant la proclamation de la République furent celles d'un bouillonnement politique incontestable. Dès 1931, grèves dures et occupations de terres se multiplient. Cette radicalité sera une constante des luttes de classes en Espagne jusqu'à 1939 – l'insurrection des Asturies fit 3 000 morts à elle seule...

Quant au mouvement ouvrier, il a aussi des spécificités notables. D'abord, il y a l'existence des anarchistes, aussi radicaux que confus. Dans ces années, le syndicat CNT organise près d'un million de membres... C'est aussi en 1934 que se constitue le Parti ouvrier d'unification marxiste, « communiste de gauche », avec 5 000 ou 6 000 militants. Le courage des partisans du POUM face aux franquistes leur confère une aura réelle : le parti organisera 30 000 membres fin 1936...

Quant au PC, la politique « gauchiste » imposée par le Kremlin l'avait littéralement lessivé. L'abandon de cette orientation (1935) lui permet de réexister : il passe de 35 000 à 100 000 membres de février à mai 1936...

« Le Lénine espagnol » ?

Mais surtout, il y a l'évolution des socialistes, le centre de gravité du



mouvement ouvrier ibérique. En 1933, l'aile gauche prend la direction du vieux Parti socialiste ouvrier espagnol et de l'UGT, le puissant syndicat qui lui est associé. Leur dirigeant,

Largo Caballero, sera bientôt surnommé « le Lénine espagnol »... Quant aux Jeunesses socialistes, elles se tournent vers Trotski... avant de finir dans les bras du Kremlin. En cohérence avec cette trajectoire, dès 1934, le PSOE et l'UGT décident d'étendre à tout le pays l'Alliance ouvrière constituée en 1933 à Barcelone à l'initiative de la gauche communiste. Ce large front unique des organisations ouvrières espagnoles autres qu'anarchistes va vertébrer les luttes ouvrières durant ces années.

Pascal Morsu

DE PARIS À MADRID, LES FRONTS POPULAIRES CONTRE LA RÉVOLUTION

En France comme en Espagne, l'année 1936 est celle qui voit le Kremlin mettre en œuvre sa politique de « Front populaire », devenue ensuite emblématique de la politique des partis communistes.

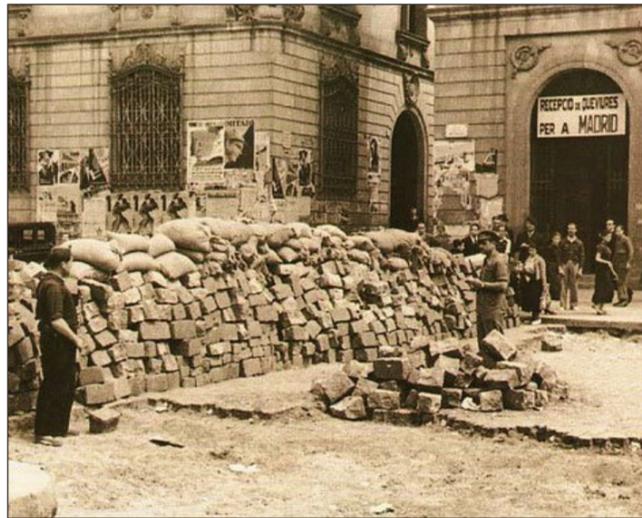
Au nom de la défense de « la démocratie », il s'agissait de constituer de larges alliances, ce qui revenait à subordonner le mouvement ouvrier à la bourgeoisie libérale (« radicaux » français ou « républicains » espagnols). Éventuellement, comme ce fut le cas en Espagne, on dénoncera comme « provocateurs » les militants qui interviennent pour une révolution sociale : anarchistes, trotskistes ou autres.

Dit autrement, cette politique est la négation exacte de celle dite de front unique ouvrier, visant à unir les rangs du mouvement ouvrier contre toutes les fractions capitalistes, fussent-elles « démocratiques ».

Prémises d'une politique de renoncements

C'est en janvier 1936 que fut connu le programme du « Frente popular ». On pouvait y lire des perles telles que « les républicains n'acceptent pas l'allocation de chômage demandée par les représentants ouvriers »... Encore plus nettement : « la République telle que la conçoivent les partis républicains n'est pas une République dirigée par des motifs sociaux ou économiques de classe, mais un régime démocratique ».

Au final, les seuls engagements précis étaient une « large amnistie », ce qui était effectivement capital, et une réforme agraire, étant entendu que « les républicains n'acceptent



Barricades à Barcelone en mai 1937. DR

pas le principe de la nationalisation de la terre et sa remise gratuite aux paysans demandée par les délégués du PS ».

La révolution commence

Malgré ce programme, le gouvernement issu du vote de février 1936 s'avéra incapable de garder le contrôle de la situation, de faire refluer le mouvement populaire. Ainsi phalangistes et syndicalistes s'entretenaient dans les rues de Madrid. Pour la bourgeoisie, le recours à l'armée s'avéra indispensable pour endiguer cette crise révolutionnaire.

Le « pronunciamiento » franquiste débuta donc en juillet 1936, et radicalisa d'abord un peu plus le mouvement populaire. Dans un premier temps, ouvriers et paysans mirent Franco en échec. Dans les zones insurgées, divers organes de pouvoir populaire se constituèrent, en premier lieu des milices, mais aussi des comités divers. Une nouvelle forme d'État émergeait de la résistance populaire.

Évidemment, un tel mouvement ne pouvait que se heurter au gouvernement de Front populaire, dont

l'objectif était de se concilier les impérialismes démocratiques (cf. le cas marocain), l'inverse donc de ce qu'exprimaient les travailleurs espagnols. Jusqu'aux journées de Barcelone (mai 1937), on assista à un affrontement permanent entre les masses révolutionnaires et le gouvernement républicain, flanqué du PC et du PSOE. Deux ministres anarchistes participent au gouvernement central, et un du POUM à celui de Catalogne, ce qui interdisait l'émergence de toute opposition de gauche significative. Au nom du fait que la révolution espagnole était « démocratique bourgeoise » (D. Ibaruri, PCE), il fallait rétablir la légalité, satisfaire la (faible) bourgeoisie républicaine. Ce fut effectif avec l'écrasement des travailleurs catalans, qui ouvre la voie de la reprise en main par le gouvernement en zone républicaine. Tout le problème est que cette politique mena au désarroi, à la démobilisation des ouvriers et paysans. La voie était ouverte pour les franquistes, et le Front populaire avait rempli sa terrible fonction...

P. M.

L'HYPOTHÈSE D'UN SOULÈVEMENT MAROCAIN

La guerre civile espagnole comportait un problème colonial qui pouvait être décisif pour la révolution, celui de la zone marocaine du Rif...

Un soulèvement riffain présentait un intérêt militaire et immédiat : il aurait pris Franco dans un étau et aurait créé une situation très difficile dans les troupes marocaines de Franco, lui enlevant sa base d'opération, et aurait favorisé une victoire des forces républicaines. Une négociation eut lieu entre le mouvement national marocain et les autorités espagnoles, qui n'aboutit pas à cause de l'attitude de ces dernières.

David Rousset, membre de la IV^e Internationale présent en août 1936 au Maroc, en rapport avec le Comité d'action marocaine qui représentait le mouvement nationaliste marocain a témoigné de cette démarche¹. Les Marocains

étaient prêts à engager un soulèvement militaire dans le Rif espagnol, mais à une condition expresse : que soit reconnue leur indépendance.

L'indépendance en question

Deux leaders marocains commencent une négociation avec la direction du Comité central des milices de Catalogne dominée par la CNT et la FAI. Un projet de traité reconnaissant l'indépendance avec des liens très étroits avec l'ancienne métropole est élaboré. Il est approuvé par tous les partis catalans et par le gouvernement de la Generalitat. Une cérémonie officielle est organisée, les contacts sont pris avec les tribus marocaines du Rif, la question de l'argent et

des armes est réglée : les opérations militaires auraient pu assez rapidement commencer. Mais il fallait l'accord du gouvernement de Madrid...

Informés de ce projet, Paris et Londres y sont absolument hostiles. Le gouvernement espagnol s'aligne, explique à la délégation marocaine qu'il ne peut pas contre-signer le traité de Barcelone, mais qu'il était prêt à donner de l'argent et des armes pour que les opérations se fassent. Les délégués marocains voulaient la garantie de l'indépendance. C'est la rupture : l'offensive n'eut donc jamais lieu au Maroc...

Patrick Le Moal

1 – Cahier d'études et de recherches IRRE n°13 (1990) « La guerre civile au Pays basque et en Catalogne » Miguel Romero, page 41.

Chronologie de la montée révolutionnaire

[JANVIER 1930] Devant la montée de la contestation ouvrière et paysanne, le dictateur Primo de Rivera, au pouvoir depuis 1923, démissionne.

[AVRIL 1931] Malgré des tentatives de réformes institutionnelles, la contestation sociale se poursuit. Les élections municipales donnent la majorité aux républicains et socialistes. Le roi Alfonso XIII part, la République est proclamée.

[1931-1933] Incapable de résoudre les contradictions qui minent la société, le pouvoir républicain est pris entre la contestation de la paysannerie et de la classe ouvrière et la menace de la bourgeoisie qui veut un nouvel « État fort ».

[NOVEMBRE 1933] La CEDA, parti se réclamant du fascisme, arrive en tête des élections législatives, mais la bourgeoisie n'ose pas l'appeler au pouvoir, de crainte des réactions populaires. Pour la classe ouvrière, la menace du fascisme est bien concrète. Un des moyens de faire face à la menace est la politique de front unique, qui se concrétise dans l'Alliance ouvrière.

[OCTOBRE 1934] En octobre 1934, des membres de la CEDA entrent au gouvernement. L'Alliance ouvrière appelle à la grève générale. C'est un échec, sauf dans les Asturies où les mineurs occupent les villes et les villages, organisent la « Commune des Asturies ». Elle résistera du 5 au 18 mai à la répression qui fait 3 000 morts, 7 000 blessés, 30 000 prisonniers.

[FÉVRIER 1936] Reflet du virage vers la politique de front populaire, une coalition électorale se constitue fin 1935 entre partis républicains, PSOE, PCE, indépendantistes catalans, POUM. Elle remporte les législatives de février 1936. Cette victoire est accompagnée d'une multitude d'« initiatives populaires », d'une grande exacerbation des tensions entre les classes.

[17-20 JUILLET 1936] Leur apogée est atteinte avec la tentative de coup d'État militaire et l'insurrection populaire qu'elle déclenche. C'est le début de la guerre civile, mais aussi de la révolution et de la contre-révolution dans le camp républicain.

[MAI 1937] Le coup décisif est porté à la révolution début mai à Barcelone, où militants du POUM et de la CNT font face, armes à la main, à une provocation stalinienne. Le combat n'aura pas lieu mais le POUM, accusé de collusion avec le fascisme, est interdit, et un de ses principaux dirigeants, Andrés Nin, assassiné. C'est la fin de la révolution.

À lire

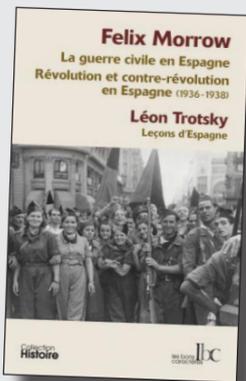
Écrits au cours des événements, *Révolution et contre-révolution en Espagne* (1936-1938) de Felix Morrow (dirigeant du SWP, parti trotskiste américain) et *Leçons d'Espagne*, dernier avertissement de Léon Trotski, sont précieux pour comprendre comment les militants de la IV^e Internationale en construction analysaient la révolution en Espagne, dans son développement comme dans le rôle central qu'elle jouait à l'échelle internationale.

Felix Morrow décrit le contexte économique, social et politique dans lequel se sont développées les contradictions de classe qui ont conduit au putsch de Franco et à l'explosion de la révolution. Il montre la marche de cette révolution, sa vitalité, la richesse des initiatives des travailleurs et de la paysannerie. On y prend la mesure des forces de cette révolution, des immenses difficultés auxquelles elle se heurte, des occasions ratées, des faiblesses politiques des partis révolutionnaires qui la dirigent face à la détermination criminelle de ses adversaires des deux camps.

Les *Leçons d'Espagne* de Trotski mettent en évidence l'importance vitale que revêtent les événements d'Espagne à un moment où l'alternative politique est « fascisme ou révolution sociale », « socialisme ou barbarie » selon les analyses qu'il fait de la situation internationale. Alternative qui se concrétisera en 1939 par la victoire du fascisme franquiste, puis la barbarie de la Seconde Guerre mondiale. Il dénonce dans ce texte le rôle criminel qu'ont joué les dirigeants staliniens et leurs complices socialistes et républicains, en explique la logique politique. Il met également en évidence, à travers ses critiques de la politique de la CNT et du POUM, la nécessité pour qu'un processus révolutionnaire aboutisse, déjoue les innombrables obstacles qui se dressent devant lui, de partis ouvriers assumant le rôle dirigeant qui leur incombe.

Ces deux textes ont été réédités en 2015 par les éditions Les bons caractères dans un seul ouvrage, avec deux autres textes, *La guerre civile en Espagne – Vers le socialisme ou le fascisme ?* (septembre 1936) de Felix Morrow et *La tragédie de l'Espagne* (la chute de Barcelone) (février 1939) de Trotski, ainsi qu'une chronologie des événements. Avec bien d'autres textes sur la période, ils sont aussi disponibles sur le site www.marxists.org.

D. M.

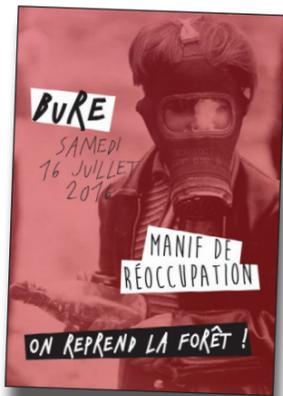


BURE (55)

Expulsion: les délires de l'État oppresseur!

Depuis 15 jours, nous avons investi la forêt où avant même d'avoir obtenu la moindre autorisation, l'Andra a commencé à défricher. Ils veulent forer pour préparer des puits d'échappement radioactifs si l'enfouissement des pires déchets jamais produits par l'homme a lieu un jour à cet endroit.

Le jeudi 7 juillet, un paysan qui fait ses foins nous réveille à 5 h 30 du matin : « attention les gars ça y est c'est pour vous! Des dizaines et des dizaines de véhicules, gardes mobiles, CRS, un porte-char de l'armée équipé comme un bulldozer, des tracteurs de la gendarmerie. Jamais vu pareille armée, préparez-vous! » Mais peine perdue : à 300 casqués contre 50 résistants, l'affaire est vite pliée. La charge est ultra rapide, les sommations inexistantes, et les occupants reculent progressivement derrière les barricades enflammées. Les lacrymos pleuvent et le flashball fait rage. D'autres occupants, dont des enfants, ont heureusement pu se replier dès le début de la charge. Et pourtant, c'est bel et bien l'Andra, agence d'État, qui occupe illégalement les lieux, après un échange extrêmement litigieux avec la commune et de nombreuses magouilles. Des plaintes sont en cours mais l'État voyou n'en a cure et déploie son arsenal répressif.



Occupy la forêt!

Le bilan est moins grave que ce qu'on aurait pu craindre compte tenu des moyens délirants mis en œuvre : un blessé léger par brûlure dans nos rangs, tout notre matériel saisi et nos installations détruites. Et surtout un camarade en garde à vue car il aurait « mordu un flic au bras ». Une manif de soutien devant le commissariat a été immédiatement organisée malgré le traumatisme de l'expulsion. Notre pote tient bon et refuse la comparution immédiate ainsi que le prélèvement ADN et empreintes. Il passera en jugement le 8 août. Nous n'en avons pas fini avec eux : nous reprendrons la forêt dès le week-end prochain pour empêcher le pire des pires de tous les grands projets capitalistes de se réaliser. Toutes les forces militantes, anticapitalistes et écologistes radicales, peuvent et doivent désormais s'emparer de ce problème crucial, et le NPA est évidemment au côté des résistants de la Meuse.

Claude Kaiser

1 - <http://vmc.camp>

« Les salariés de Continental sont allés au bout de leur combat »

Entretien. L'arrêt de la Cour de cassation du 6 juillet confirme le rejet de la « justification économique » des licenciements de 683 salariés de Continental. Les contrats des ex-Conti de l'usine de Clairoix (Oise) fermée en 2010 sont donc reconnus avoir été rompus « sans cause réelle ni sérieuse ». Cela signifie que les 29 millions d'euros déjà versés aux ex-salariés par Continental France au titre de dommages et intérêts restent acquis. En revanche, la responsabilité de coemployeur de la maison mère allemande Continental AG n'a pas été pleinement reconnue. C'était l'enjeu politique de cette étape de la procédure dans laquelle les ex-salariés sont engagés depuis 2013. Marie-Laure Dufresne-Castet, avocate des Conti, revient pour nous sur cette décision de la Cour de cassation.

Quels enseignements tires-tu de cette décision de la Cour de cassation?

En premier lieu, je me réjouis d'avoir vu le 6 juillet à Compiègne ces personnes enfin libérées du poids de l'inquiétude qui les taraudait. Elles étaient enfin certaines que ces sommes qu'elles avaient reçues et parfois dépensées, leur étaient acquises. Ce n'est pas rien. Ensuite, je pense que les salariés de Continental sont allés au bout de leur combat et que, bien que blessés, ils en sont sortis malgré tout victorieux.

Ils ont utilisé les « vieilles » recettes, celles qui marchent, c'est-à-dire qu'ils ont agi dès le départ collectivement. Les décisions étaient prises en assemblée générale et le comité de lutte les mettait en œuvre. C'était une réalité concrète. Quelles qu'aient été les difficultés, ils ont réussi à maintenir une certaine cohésion face au patron. Continental restera dans les mémoires comme la possibilité de tout individu de relever la tête, quand tout est fait pour vous écraser. Cependant, le résultat de cette formidable bagarre reste limité, puisque, juste pour permettre l'accroissement du profit de quelques-uns, une usine a été fermée et 1120 personnes ont perdu leur emploi. Empêcher la fermeture n'aurait été possible que si la lutte n'était pas restée locale. C'est peut-être le principal enseignement que l'on ait à en retenir. Nous avons affaire à des groupes mondiaux, nous ne pouvons rester atomisés. Mais je n'invente ni ne découvre rien lorsque je répète que nous



En septembre 2009, les Contis en manif. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILU

n'échapperons pas à l'impérieuse nécessité de nous organiser.

Quelle est la situation juridique et sociale des ex-Conti?

Les ex-Conti sont salariés pour certains, petits entrepreneurs ou auto-entrepreneurs, en formation longue ou chômeurs en fin de droit pour un grand nombre encore. Ils sont dans la situation de personnes dont l'usine a fermé en 2009, qui habitent dans un bassin d'emploi sinistré et qui essaient de s'en sortir. Sur le terrain juridique, ils ont tout gagné, ce qui a pu les aider sur un plan personnel. Et puis, je pense que l'énergie et le courage qu'ils ont mis collectivement dans la lutte les a aidés à titre individuel pour tout

mettre en œuvre pour se sortir de ce mauvais pas. Il faut dire qu'au long de ces années, des militants comme Pierre Somme, Jean-Claude Lemaître ou Roland Szpirko ne les ont pas lâchés. Ils se sont battus à leurs côtés, dans leurs démêlés avec Pôle emploi, les organismes de formation ou à l'occasion de bien d'autres difficultés encore. Sur ce point, il faut redire avec force à quel point les mesures des plans sociaux vantées par les employeurs, comme les cellules de reclassement ou autres structures d'alibi, ne servent à rien. S'il n'existait pas des solidarités militantes ou familiales, les salariés victimes de plans de licenciement seraient encore plus nombreux à ne pas s'en relever.

En quoi les lois Macron, Rebsamen, El Khomri réduisent-elles les possibilités d'actions juridiques comparables à celle menée par les Conti?

Il faut se souvenir qu'avant ces trois lois, le gouvernement

Hollande avait déjà sévi. La loi du 14 juin 2013 a raccourci tous les délais de prescription en matière sociale. Ces dispositions sont lourdes de conséquences pour les salariés, lorsqu'ils n'ont pas agi à l'encontre de leur licenciement dans l'année, s'ils en demandent la nullité, ou deux ans s'ils en contestent le motif.

La loi Macron restreint à la France le champ d'application de l'obligation préalable de reclassement de l'employeur. Elle permet aussi à la Direccte d'homologuer le document unilatéral de l'employeur en ne tenant compte que des moyens de l'entreprise, sans s'intéresser à ceux du groupe, cela en cas de redressement ou liquidation judiciaire.

La loi El Khomri, qui tend à redéfinir le motif économique du licenciement, aurait pu avoir plus d'incidences dans l'affaire Continental, mais sans que cela soit insurmontable.

Propos recueillis par Robert Pelletier

DROIT DU TRAVAIL Euro 2016 : stades et fan-zones de non-droit

Plusieurs centaines de millions d'euros d'exonérations fiscales ont généreusement été accordées par le gouvernement à l'UEFA. Mais cela ne suffisait pas. Il a fallu mettre les patrons du foot à l'abri du droit du travail...



Un stadier, oui, mais rémunéré? DR

est pourtant bien souvent le seul moyen de déceler les fraudes. En revanche, les milliers de sous-traitants, d'intérimaires et de « bénévoles » travaillant dans ces mêmes stades disposent eux d'accréditations permanentes...

« Bénévoles »?

Loin des grandes promesses de créations d'emplois massives censées venir compenser les cadeaux fiscaux, l'UEFA a déployé des efforts importants pour recruter 6500 bénévoles... sur des postes allant des chauffeurs

des VIP aux hôtes dans les hôtels des équipes, sans oublier les services techniques et la lutte anti-dopage. Tout cela en respectant, entre autres, des horaires de travail imposés pouvant aller jusqu'à 10 heures par jour! Le ministère du Travail a donné son blanc seing à cette utilisation massive de travail bénévole, à contre-courant du droit du travail.

Pourtant, avec des recettes estimées à deux milliards d'euros en un mois, on peut dire que de l'argent il y en a dans les poches de l'UEFA! **Comité inspection du travail Île-de-France**

SUICIDES

Carton rouge pour Orange et les autres?

Les suicides liés aux organisations de travail ne font que se multiplier. Même s'il y a parfois reconnaissance en accident du travail, si (cas rarissime) la « faute inexcusable de l'employeur » est reconnue, après des années de procédures, les patrons ne sont pas inquiétés plus que cela : une amende qui tout compte fait les dérange bien moins qu'une légère dégradation de leur image.

Après 7 années d'investigation, Didier Lombard, ex-PdG de France Télécom (Orange), pourrait être renvoyé devant le

tribunal correctionnel pour harcèlement moral, Louis-Pierre Wenes le « tueur de coûts », ex-numéro 2, et Olivier Barberot, ex-responsable des ressources humaines,

BOUCHES-DU-RHÔNE (13) **La criminalisation de la lutte, tout un système**

Les premières semaines de lutte contre la loi travail ont été marquées par une criminalisation sans précédent des militantEs mobilisés au quotidien. Outre la violence hallucinante des forces de l'ordre, le vocabulaire méticuleusement choisi par le gouvernement a fait des ravages.



Le 24 mai dernier, grévistes VS forces de l'ordre à Fos. DR

L'histoire a déjà été relatée dans ces colonnes, les Bouches-du-Rhône ont été le théâtre de nombreuses actions de blocage... et d'une violence assez incroyable de la «force publique en réponse». Après l'attaque en règle de la maison des syndicats et le gazage de militants retranchés à l'intérieur, deux accidents graves avaient eu lieu le jeudi 26 mai, envoyant trois camarades à l'hôpital.

Outre la stupeur faces à ces actes délibérés, la colère est grande de voir que ces attaques s'étaient déroulées dès lors que dans les médias, les élus de tous bords avaient entamé une logorrhée sans fin contre les militantEs en lutte. Le champ lexical utilisé est alors bien connu : «terroristes», «voyous», «danger», «irresponsables», «preneurs d'otages»... Jusque-là, ce vocabulaire servait surtout pour installer une islamophobie rampante. La méthode ayant fait ses preuves, le gouvernement l'a donc employée à nouveau et ce quasi spécifiquement contre la CGT.

Effet immédiat

Lancée dès le lundi soir, la campagne de criminalisation va très vite payer... Le jeudi, un poids lourd fonce sur un barrage filtrant à Vitrolles et deux heures plus tard, un jeune automobiliste renverse un camarade à la fin d'une manifestation à Fos. Leurs blessures sont graves : un bras écrasé, deux talons cassés, des jambes intégralement contusionnées, et pour le dernier un traumatisme crânien si important que les séquelles neurologiques s'annoncent terribles. Bien sûr, dès le lendemain, la presse fait écho des accidents... et des automobilistes «exaspérés», des gens «pris en otage»... On attend toujours une condamnation de la préfecture, un rappel à l'ordre face à ces deux agressions...

Justice de classe

Pour les deux camarades ayant été écrasés à Vitrolles par un poids lourd, le procès arrive vite. Ils ont vécu une expérience atroce. Au-delà de la douleur physique, ils racontent tous les deux la même chose : un 44 tonnes leur fonçant dessus, leurs efforts pour ne pas passer complètement sous les roues, leur certitude de mourir... Mais en terminant sa course folle, le chauffeur du poids lourd a été intercepté par des militants présents qui sous le coup de la colère l'ont quelque peu molesté. Il n'en a pas fallu plus pour la juge aux manettes du dossier,

écoutant à peine les témoignages des victimes. Ses mots ont été clairs : les voyous de la CGT qui prennent en otage le «pauvre» chauffeur du camion qui «lui ne recevra pas d'indemnités»... Le procureur réclamera 300 euros d'amende et 6 mois de suspension de permis. L'homme est pourtant récidiviste. Une semaine plus tard, le jugement tombe : relaxe totale du chauffeur!

La pression paye encore

Pour les camarades, c'est donc la double peine : être atteints physiquement et se voir refuser le statut de victime. Le tollé est général! Les

communiqués de dénonciation de cette mascarade judiciaire pleuvent. Après plusieurs jours de pression, le procureur de la République fera appel de la mort de Zied et Bouna, et un procureur réclamait de la prison ferme contre Jean-Marc Rouillon pour trois mots prononcés sur une radio locale...

Le jour de la relaxe du chauffeur, les deux policiers étaient également relaxés dans le cadre de la mort de Zied et Bouna, et un procureur réclamait de la prison ferme contre Jean-Marc Rouillon pour trois mots prononcés sur une radio locale...

Véro du 13

HÔPITAUX Les GHT, le vrai visage de la loi Touraine

Le 1^{er} juillet, en application de la loi de santé (dite loi Touraine), se sont mis en place les Groupements hospitaliers de territoire (GHT). Les 1100 établissements hospitaliers publics français ont eu l'obligation de fusionner au sein de près de 200 «groupements».

Les médias «découvrent» aujourd'hui ce qui fut soigneusement occulté pendant tout le débat sur la loi Touraine. Celle-ci n'a pas pour fonction d'améliorer l'accès aux soins, mais d'accélérer la restructuration du système hospitalier dans le cadre des politiques d'austérité.

L'objectif affiché d'une «meilleure coordination des soins», n'est souvent qu'un leurre. Un exemple parmi bien d'autres : les patientEs de l'hôpital de Brioude (Haute-Loire) devront s'adresser au CHU de Saint-Étienne (2 heures de route) au lieu de celui de Clermont-Ferrand (1 heure de route). En réalité, la création des groupements a un but

essentiel : passer à la vitesse supérieure dans la fermeture de services et d'établissements et réaliser le plan de 22000 suppressions d'emplois hospitaliers, dans le cadre du Pacte de responsabilité.

Des résistances locales

Pour les usagerEs, ce sont des services d'urgence et de soins qui ferment, des distances plus longues à parcourir, et des délais d'attente supplémentaires en raison de la saturation des services restants. Pour les personnels c'est l'aggravation de la polyvalence, la détérioration de conditions de travail déjà très difficiles, des emplois qui disparaissent.

C'est déjà ce que l'on constate sur le terrain, où les directions «anticipent» les restructurations, et où des mobilisations locales se font jour. La psychiatrie publique paye un lourd tribut à ces restructurations qui accélèrent la désintégration de ses structures de proximité. À l'hôpital de Ville-Evrard en région parisienne, et dans d'autres régions, des mobilisations ont eu lieu. Les syndicats de psychiatres appelaient à une journée d'action le lundi 27 juin.

Face au véritable plan social qu'organise la loi Touraine, plus que jamais la coordination des luttes est à l'ordre du jour.

J.C. Delavigne

RENNES (35) « Un toit, c'est un droit ! »

Entretien. Les militantEs de l'association *Un toit c'est un droit (UTUD)* viennent d'ouvrir un nouveau squat qui accueille plusieurs dizaines de migrantEs, dont la moitié sont des enfants, enfin logés de façon décente! Nous avons rencontré **Joëlle**, militante de UTUD. Pendant l'entretien, des personnes solidaires sont passées pour apporter qui de la vaisselle, qui une couette...

Peux-tu présenter l'association ?

UTUD est une asso loi 1901 créée en 2012 par des militantEs issus du DAL. Notre objectif est de faire pression sur les autorités pour imposer l'application des lois sur le logement notamment sur la réquisition. Et puis aussi, lorsque cela ne suffit pas, nous mettons les personnes à l'abri, comme nous le faisons ici depuis le 14 juin. Parfois les squats font l'objet d'une convention, avec des mairies comme à Betton ou à Chartres-de-Bretagne, avec des propriétaires privés, et même avec une agence immobilière!

Une nouvelle réquisition qui va durer ?

Ici, nous avons récupéré un local vide depuis deux ans, ancienne maison de retraite dont personne ne fait rien, parfaitement équipée pour accueillir des habitantEs qui bénéficient de studios ou de chambres individuelles ouvrant toutes sur le jardin! Ces gens viennent du monde entier : du Congo, des Comores, de Mongolie, de Tchétchénie, du Kosovo, de Géorgie, d'Albanie, etc. Ils sont en France depuis plusieurs mois ou plusieurs années. La plupart sont des sans-papiers, mais certainEs sont en demande d'asile et devraient être logés par l'État comme le précise la loi. Avant l'ouverture du squat, toutes ces personnes étaient en foyer d'urgence (le 115) ou à l'hôtel, avec l'impossibilité d'y séjourner dans la journée, et même à la rue en ce qui concerne de nombreux célibataires. Le propriétaire, un promoteur immobilier, a demandé au tribunal d'ordonner l'expulsion, mais cela sera jugé en septembre. Le tribunal peut alors refuser un jugement en référé (en urgence), car le propriétaire n'a encore fait valoir aucun projet précis, il n'a encore fait aucune demande de permis de détruire et de construire. Nous espérons donc faire la jonction avec la trêve hivernale, ce qui nous permettrait de maintenir toutes ces personnes à l'abri jusqu'au mois de mars!

Comment s'organise la vie du squat ?

Le squat est géré par un conseil de squat qui regroupe les habitantEs en AG toutes les deux semaines. L'association y tient une permanence quotidienne afin de gérer les problèmes d'intendance, l'accompagnement pour les démarches de régularisation. Les contacts avec le quartier sont bons : les voisinEs sont plus inquiets des projets du promoteur que de la présence des migrantEs. De nombreux volontaires ont fait des propositions d'animation – théâtre, danse, etc. – qui devraient se mettre en place à la faveur des vacances scolaires. La soirée organisée pour fêter l'ouverture du squat a été un moment fort de solidarité.

Propos recueillis par Vincent

ainsi que quatre cadres pour complé-
cité. Résultats non exhaustifs : suicide de
57 salariés entre 2008 et 2010 (et, selon les
syndicats, de plus de 34 salariés en 2007).
Était mise en place une organisation du
travail pour atteindre les objectifs de la
direction : supprimer 22000 postes entre
2006 et 2008, internationaliser le groupe,
tourner l'entreprise vers le client, dégager
du cash pour les actionnaires par ceux
appelés les «costkillers»...

La méthode retenue (programme NExT et
plan ACT) pour cet exploit managérial ne
fait pas dans la dentelle, avec profusion
de tableaux Excel, présentations Power-
Point... Ce «crash programme» – «c'est la
logique business qui commande» – avait
été théorisé dans le plus grand secret en
2006 : «Il faut qu'on sorte de la position de
mère poule», «je ferai les départs d'une
façon ou d'une autre», dira Lombard. Il

s'agit de «casser les solidarités» et de
«manager par le stress».

Le harcèlement était érigé en méthode. Les
cadres étaient formés à décourager leurs
équipes, leur bonus en dépendait. Chaque
nouveau départ était la promesse d'une
prime majorée en fin d'année. L'école de
management de Cachan, spécialement
créée en 2005 et entièrement consacrée au
projet, formait les cadres à «faire bouger les
gens», en mettant «la pression partout». Plus
de 4000 cadres suivaient le cursus
chaque année. «Cette machine était une
machine de destruction massive», confirme
M^e Teissonnière...

Des méthodes qui ont fait école

Les syndicats, notamment via les CHSCT,
les médecins du travail, avaient alerté les
directions. L'inspection du travail avait
souligné la «brutalité» des méthodes

managériales qui «ont eu pour effet de
porter atteinte à leur santé physique et
mentale». Les travailleurs évoquent les
«humiliations», «intimidations», «brimades»,
«jalousie», «l'impossibilité de
communiquer», «surveillés constamment
du matin au soir». Les petites phrases
assassines qui pleuvaient sans raison,
des services surchargés, dans l'obligation
de faire le boulot de chefs de projet...
France Télécom est un exemple emblé-
matique, mais ces méthodes ont fait
école. Des centaines de suicides ont lieu
chaque année dans les entreprises, sou-
vent au domicile des victimes. Outre les
suicidéEs, leurs familles, confrontées à la
négation de la responsabilité patronale et
de leurs organisations du travail, ne s'en
remettant jamais. Les patrons sont des
assassins! Bien conscients des risques
qu'ils font courir aux travailleurEs, ils

refusent la mise en
place de toute pré-
vention efficace.
Reconnaissance
d'un harcèle-
ment moral ins-
titutionnel ou
inculpation pour
homicide invo-
lontaire, dans les
deux cas les patrons
risquent la prison. Ce
serait une première. On
comprend d'autant plus que
la casse du code du travail
– en réduisant les moyens
des CHSCT, des médecins du
travail, des inspections du
travail – soit déterminante
pour le patronat.

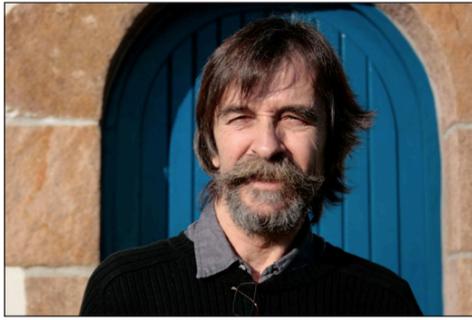
Alain Jacques

SCILIDES A FRANCE TÉLÉCOM



Les Nôtres

Christian Piktoroff



«Salut à toi!» Te dire salut, c'est comme chanter les Bérus: salut au Conti, au sans-pap, au raffineur de Grand-Puits, au syndicaliste d'EDF, au peuple palestinien, au zadiste, à George Abdallah, à tout ce qui a un cœur et des poings, à tout ce qui chante et se bat.

«**O**ui Christian n'avait qu'un seul langage: grèves, blocages, manifs sauvages!» Ton départ a été l'occasion d'une nouvelle manif sauvage, du Père-Lachaise au local de la Fasti. Une petite fille a même demandé au passage s'il s'agissait d'une révolution!

Multiple et un: Sissoko des sans-pap a bien résumé les choses, en disant que tu étais «un militant universel parce que, pour [toi], toutes les luttes étaient d'égale importance». Une des dernières apparitions de ton keffieh rouge a été place de la République cet hiver quand on a fait tourner en bourrique les flics qui nassaient des réfugiés.

Tes camarades du syndicat à EDF t'avaient surnommé Plogoff: «Les postes d'élus c'était pas ton trip mais par contre tu ne loupais jamais une manif, quitte à faire des centaines de kilomètres comme pour empêcher la construction d'une centrale nucléaire en Bretagne». Ne rien lâcher: c'est pas un hasard si des décennies plus tard, tu t'es retrouvé à Notre-Dame-des-Landes! Le secrétaire de ta dernière section syndicale a lu la lettre que tu avais envoyée pour ton départ à la retraite: «si tu veux me retrouver, je serai toujours de tous les combats pour les opprimés, les pauvres et avec les insoumis. Donc tu as de fortes chances de me trouver sur une manif portant sur ces sujets-là... entre autres!»

Comme l'a dit Sandra, à la fondation du NPA, on n'a pas eu droit à un Pikto mais à quatre! Comme quoi, il existe des manières d'être et de se révolter qui sont contagieuses. Xavier des Conti a sorti une citation! «C'est parce qu'il [l'homme révolté] est profondément inspiré par la beauté et le bonheur qu'il en fait sa revendication incessante» et Omar a tagué «Salut à toi, poto d'amour!» sur ton cercueil.

Comme, avec toi, tout finit par une chanson, on a chanté «Sans la nommer» avec Jolie Môme, «Le temps des cerises» avec Marine, un chant kabyle par Sous-sou et sa sœur, et l'Internationale par tout le monde. Et Giulia, «ta camarade de toujours, ton alter ego, ton opposée radicale, ton hémisphère Sud» a conclu. Comme le dit un de tes fils: «Je dirais simplement que je n'ai jamais éprouvé autant de fierté d'être son fils. C'était politiquement brillant, poignant d'intimité, et d'un talent oratoire exceptionnel.»

Allez, tu n'auras plus à choisir à quelle manif tu vas, tu seras dans toutes celles où nous on sera. Bisoux à ta famille et salut à toi!

AmiEs, famille et camarades

L'Anticapitaliste la revue
Le n°78 est disponible

L'Anticapitaliste
Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à:
L'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil
cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Du mardi 23 au vendredi 26 août inclus, la 8^e université d'été du NPA aura lieu au Village-club Rives-des-Corbières, à Port-Leucate au bord de la mer Méditerranée. Demandez le programme!

La brochure reprenant l'intégralité du programme sera disponible sur le site du NPA dans quelques jours. Mais sans prétendre ici faire le tour de la question, livrons-nous à une petite exploration...

Des noms

Lors d'un article précédent (cf. *L'Anticapitaliste* n°342), nous vous avons déjà présenté quelques invitéEs. Parmi eux, Usul, vidéaste et chroniqueur, un des membres fondateurs du collectif #OnVautMieuxQueÇa; François Ruffin, rédacteur en chef de *Fakir* et réalisateur du film *Merci patron!*; Edwy Plenel, journaliste et cofondateur de *Mediapart*; la réalisatrice Françoise Davisse qui nous présentera son film documentaire *Comme des lions* consacré à la lutte des salariéEs de PSA à Aulnay-sous-Bois (93).

À ces noms, on peut d'ores et déjà ajouter ceux de l'économiste Christophe Darmangeat ou de la réalisatrice Roxane Tchegini qui nous présentera son documentaire *La résistance respire* consacré à la mobilisation à Sievens.

Et aussi tous ceux des militantEs et amiEs du NPA: Ludivine Bantigny, Julien Salingue, Michael Löwy, Philippe Blanchet, Manuel Cervera-Marzal, Ugo Palheta (entre autres), ainsi que bien évidemment nos porte-parole.

Des lieux

En compagnie de nos invitéEs internationaux, notre université d'été fera un petit tour hors de nos frontières, décidément bien obsolètes, voire hors de notre continent. L'Europe sera bien entendu au menu, en particulier dans le cadre de la

Mardi 5 juillet, Philippe a participé à Bordeaux à la dernière manifestation de la saison 1 de la mobilisation contre la loi travail: un peu de nostalgie, mais même moins nombreuse, c'était encore dynamique, motivé, pas du tout désolé à abandonner. Le petit parcours offert par les chefs syndicaux locaux est assez révélateur de leur frilosité, ce qui montre toute l'importance et l'urgence qu'il y a de construire, renforcer les réseaux militants qui se mettent en place. Le lendemain, avec d'autres militantEs de Ford et du collectif lutte 33, Philippe a apporté son soutien aux grévistes de la clinique Rive droite, en lutte pour des augmentations de salaires. Un accueil chaleureux par des grévistes très péchuEs qui ont le moral, malgré le jeu de la direction qui cherche à les diviser, à fragiliser des salariéEs qui font leur première grève. Le patron possède sept cliniques, une grosse fortune, alors que le salaire moyen des infirmières y est de 1500 euros, et la surexploitation très dure physiquement et psychologiquement (voir *L'Anticapitaliste* n°344)...

En vrac...



L'université d'été du NPA en pleine activité... PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

désormais traditionnelle plénière consacrée aux questions internationales, plénière qui réunira des invitéEs venus de Grèce, de l'État espagnol ou du Royaume-Uni. Sur ce dernier point, un atelier spécifique sera aussi consacré au Brexit, avec des militants britanniques qui ont fait campagne pour le «Remain» ou pour le «Lexit». Toujours au niveau européen, la situation dans l'État espagnol fera aussi l'objet d'un atelier spécifique. Plus éloigné, Moyen-Orient, Kurdistan ou Amérique latine feront aussi partie du programme, tout comme la situation sociale et la campagne présidentielle aux USA dont nous parlerons en compagnie de militantEs anticapitalistes étatsuniens.

Des thèmes

Plusieurs séances seront bien entendu consacrées au mouvement récent contre la loi travail, quelquefois avec de nouveaux invitéEs: premiers bilans après quatre mois de mobilisation, analyse des secteurs en lutte (jeunesse, Nuit debout,

construction de l'interpro...), la grève générale et l'auto-organisation en question(s), pourquoi et comment défendre le code du travail, quoi de neuf au niveau des organisations syndicales, quelles perspectives politiques construire «contre la loi travail et son monde» (en présence de représentantEs d'autres organisations politiques)...

Anniversaire oblige, la commission nationale formation du NPA propose un retour sur 1936 avec des formations / débats consacrés au Front populaire en France, à la révolution espagnole et au développement de la lutte des classes aux USA, le tout accompagné de deux «figures du mouvement ouvrier»: Marceau Pivert et Mika Etchebéhère, «la capitana». Et façon inventaire à la Prévert, citons aussi un mini-cycle consacré à la question de l'énergie, une séance autour de la domination par les mots et par la langue, un débat autour de la question du «revenu de base», les nouvelles mobilisations féministes, les grands projets inutiles imposés, l'état d'urgence qui conduit à l'État

policier, la vaccination, les solidarités internationales à construire autour des questions LGBTI, etc.

Des rendez-vous

D'abord le meeting de rentrée du NPA qui aura lieu cette année dès le premier soir, c'est-à-dire le mardi, meeting évidemment marqué par la campagne présidentielle et le mouvement contre la loi travail; les «travaux pratiques» de 17 heures; à la même heure, les rencontres quotidiennes avec des auteurs à la librairie La Brèche (toujours fidèle au poste), etc. Et pour se détendre un grand coup, jeudi soir, la soirée dansante que le mouvement ouvrier international nous envie toujours: «Marx, Engels, Lénine et Beyonce»! Et si finalement c'était tout à fait ça, l'esprit Université d'été du NPA?

Commission université d'été

Accueil dès le lundi 22 août après-midi, départ le samedi 27 après le petit-déjeuner. Plus d'informations (y compris pour s'inscrire en ligne): <http://www.npa2009.org/ue2016>

En campagne

Philippe Poutou s'en foot

Le candidat du NPA n'a pas vu passé le moindre ballon rond la semaine dernière. Manifestation, rassemblement, soutien, médias... Il y avait tant de choses à faire.

«Petits» espaces pour «petits» candidats?

Jeudi 7 et vendredi 8 juillet, Philippe a participé à deux médias nationaux, i-Télé et RFI. Signalons en particulier le passage sur i-Télé jeudi à 22 heures: visiblement, on a profité de la demi-finale France-Allemagne, où personne n'était disponible pour venir en plateau, pour inviter le seul candidat qui ne regardait pas LE match. Du fait de la grille d'été, de «petits» espaces s'ouvrent pour les «petits» candidats... Samedi 9 juillet, avec notre porte-parole Christine Poupin, Philippe était présent aux «semelles de démocratie», le rassemblement annuel et estival de Notre-Dame-des-Landes: du monde (25 000



Christine et Philippe en débat sur le stand du NPA à Notre-Dame-des-Landes. DR

personnes sur le week-end), du beau temps, des débats sous les chapiteaux, des discussions dans les allées, devant les stands (dont celui du NPA), tout cela autour des différentes luttes de Bure, NoTav, etc. et en présence de syndicalistes de Sud, de militantEs du PCF,

d'agriculteurs de NDDL... On y a mangé bio et (très) bon, dans une très bonne ambiance elle aussi marquée par l'espoir. Car la «défaite» de la consultation n'a rien changé à la détermination. Les discussions ont aussi été nombreuses avec les militantEs du NPA présents: des Nantais évidemment très investis dans la lutte, mais aussi de la Meuse, de Toulouse, Quimper, Nîmes, Rennes... et de

Bordeaux bien entendu! Et pour bien finir la semaine, tout comme il avait séché la demi-finale, Philippe a préféré dimanche soir le pique-nique sur les bords de Garonne aux ambiances un peu trop tricolores...
CorrespondantEs

Feuilleton de l'été

Le cycle suivant, je me présentai donc au service des voyages spatio-temporels de la faculté.

Le directeur commença par vérifier mon accréditation. – Vous m'avez l'air d'un pistonné. De nos jours, on ne finance plus beaucoup d'études de ce genre sur des sujets aussi folkloriques...

On aurait dit que ça lui arrachait les ventouses.

– Bien, suivez-moi. Je vous préviens, pour la planète Terre, nous n'avons pas beaucoup d'apparences disponibles.

– Je me contenterai de ce que vous avez.

– Vous allez essayer votre tenue aujourd'hui, mais pour la téléportation, il faudra revenir : la cabine est en panne, nous attendons le technicien. Malgré mes efforts pour maîtriser mes chromatophores, quelques taches violettes apparurent sur ma peau.

– Ne vous inquiétez pas. C'est une réparation mineure. Il n'y a pas de danger : le dernier accident remonte à cent vingt mille cycles.

J'enfilai donc l'enveloppe métabolique, avec l'aide du préposé.

– Ça va s'adapter automatiquement à votre organisme. Vous aurez la possibilité d'ingurgiter des boissons et aliments locaux au cas où vous seriez dans l'obligation de le faire, mais mieux vaut éviter certains produits dont la composition est douteuse. La liste vous sera fournie. Vous pourrez même avoir des relations sexuelles avec les autochtones, mais ce n'est pas recommandé non plus.

La sensation que j'éprouvais était étrange, mais je parvins assez vite à me déplacer sur deux jambes, bien que ce soit beaucoup moins commode et rapide qu'avec mes six tentacules inférieures.

– Voulez-vous savoir de quoi vous avez l'air ?

Le préposé fit apparaître un miroir parabolique. L'image qu'il renvoya me laissa perplexe. Elle était à vrai dire à la fois effrayante et un peu dégoûtante.

Le disparu de Nuit debout

ÉPISODE 2 Des indigènes d'aspect effrayant

– Vous devriez vous y habituer. Sur la Terre, ils sont tous comme ça. Et bien entendu il vous faut des vêtements. C'est une planète primitive où ils ne peuvent pas s'en passer, à la fois pour des raisons de confort et de tabous, mais je suppose que vous le savez. Nous n'avons pas non plus beaucoup de vêtements qui correspondent à la période et à la région que vous avez choisies.

– Ça ira très bien, affirmai-je. Le cycle suivant, on m'informa par télépathie que la cabine de téléportation était réparée. J'avais mis ce délai à profit pour acquérir quelques connaissances supplémentaires, en particulier de la langue locale, en me branchant pendant près d'un demi-cycle sur un des terminaux de la banque de données de l'université. Je ne devais pas tarder à réaliser que celle-ci n'était pas vraiment à jour. Mais au moment d'entrer dans la cabine, je l'ignorais. Une pointe d'angoisse m'assailit quand la porte coulissa et que je me trouvai plongé dans l'obscurité. Puis une intense lumière blanche m'aveugla et je perdis connaissance.

– Tu es dans les vapes, ou quoi ? Je venais de me matérialiser en un lieu qui, selon mon GPS interne, était bien la place de la République. Une foule d'indigènes m'entourait et c'est une personne de sexe féminin coiffée d'un turban jaune à pois rouges qui venait de s'adresser à moi. Au prix d'un effort, je parvins à surmonter la répulsion provoquée



Illustration Romain Zeder

par son apparence en même temps que je doublai la dose de désinhibant qui s'écoulait dans mon organisme.

– Je suis étranger, dis-je.

– Ici, il n'y a pas d'étranger. Les seuls étrangers sont les flics et les patrons. Tu es sans-papiers ?

Je n'ignorais pas que, sur cette planète, les gens étaient encore obligés de porter sur eux toutes sortes de documents. La faculté m'en avait fourni, mais sans me garantir leur validité.

– Vous voulez voir mes papiers ?

– Mais non, on s'en fout complètement. Je te demande ça comme ça, au cas où il y aurait une charge de keufs, pour que tu te tiennes à l'écart

Mon dictionnaire traducteur ne parvint pas à me fournir la signification de « charge de keufs ». Je m'efforçai d'adopter l'attitude de celui qui comprend, autant que je pouvais maîtriser mon enveloppe métabolique, ce qui n'avait rien d'évident.

– L'atelier sur l'épanouissement de la personnalité va commencer. Ca te branche ? Cela, j'en comprenais le sens général. Mais en revanche, je ne voyais pas comment on pouvait s'épanouir au milieu de cette foule bruyante, dans ce lieu triste et gris, avec toutes ces odeurs nauséabondes. Le niveau de pollution mesuré par mon dispositif interne était effrayant. Heureusement, je n'avais prévu de séjourner sur cette planète que deux ou trois cycles.

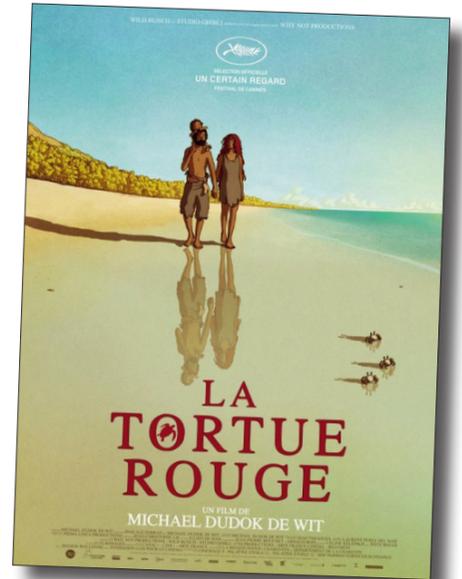
J'échappai à mon interlocutrice, qui n'insista pas, pour faire un petit tour sur la place et me familiariser avec les lieux. Mon apparence ne devait pas être trop bizarre car personne ne me prêtait la moindre attention. J'assistais ensuite à différents débats et ateliers traitant des sujets les plus divers. Le désinhibant produisant l'effet espéré, je commençai à m'accoutumer aux mœurs des indigènes. J'enregistrais certaines interventions dans les cellules mémorielles réservées à ma thèse. Celles-ci avaient largement de quoi contenir des centaines de décades de discours, mais on m'avait appris à sélectionner les éléments les plus significatifs pour faciliter leur tri ultérieur.

Gérard Delteil

Cinéma

La tortue rouge, Michael Dudok de Wit

Sortie le mercredi 29 juin 2016



Film d'animation pour les plus de 8 ans. Coproduit par le studio japonais Ghibli (*Princesse Mononoké*, *le Voyage de Chihiro*, *le Château ambulant*, *Le vent se lève...* excusez du peu) et réalisé par Michael Dudok de Wit, auteur de deux court-métrages d'animation *Le moine et le poisson* et *Père et fille*, des références du genre. Pascale Ferran a participé à l'écriture du scénario. *La Tortue rouge* a reçu cette année à Cannes le prix spécial du jury dans la catégorie « Un certain regard ».

Le résultat est une œuvre graphiquement éblouissante, où dominent les bleus, les verts, les jaunes. Seule la tortue rouge tranche. Un dessin très simple, un univers graphique limité à la mer, la plage, la forêt de bambous, la roche du sommet de l'île. L'absence de parole donne le rôle moteur au dessin et à une bande son faite de cris des oiseaux, du vent dans les feuilles des arbres et du grondement de la mer déchaînée. Dommage que la partie musicale, une sorte de soupe sans intérêt, ne soit pas à la hauteur de l'ensemble. Dommage aussi que le récit aille se perdre dans une sorte d'ode à la Nature, une allégorie des étapes de la vie, et nous délivre au bout du compte une histoire assez convenue.

Jean-Marc Bourquin

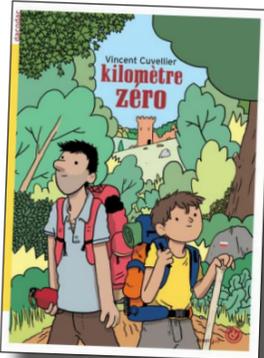
Enfants

Kilomètre zéro, Vincent Cuvelier

Éditions du Rouergue, 2016, 8,50 euros. À partir de 10 ans

Quand lire un livre sans illustrations est déjà une expérience forte, on peut en vivre une autre en suivant Benjamin, 12 ans, parti trois semaines en randonnée à pied avec son père, et au départ contre son gré. Passées les difficultés des premiers jours, le mal aux pieds et les ronflements de son père, Benjamin découvre les belles rencontres que l'on peut faire, la nature, le plaisir de l'effort et un père habituellement peu présent et qui se révèle un humain doué d'émotions et d'affection sincère. Pour les enfants (et leurs parents) qui préfèrent la nature et les expériences humaines aux vacances sur catalogue.

Catherine Segala

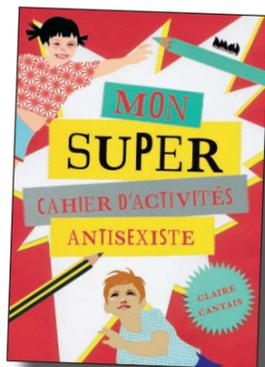


Mon super-cahier d'activités antisexiste, Claire Cantais

Éditions La ville brûle, 2015, 13 euros. À partir de 7 ans

Après plusieurs livres pour enfants incontournables sur la question (*On n'est pas des poupées* et *On n'est pas des super-héros*), réuni aujourd'hui dans un seul et même ouvrage que l'on ne saurait trop vous conseiller (*Ni poupées ni super-héros !*), la même maison d'édition revient avec carrément un cahier d'activités d'une cinquantaine de pages réalisé par la talentueuse illustratrice des livres cités plus haut. Pas de discours appuyés, mais toute une série d'activités ludiques – jeux de parcours, découpages, coloriages – au service d'un but unique : la lutte contre les préjugés et représentations sexistes, malheureusement omniprésentes dans le monde de l'enfance et ses multiples sollicitations. Et dans toutes ces activités poussant à la réflexion, l'enfant n'oubliera pas de s'amuser. D'autant plus que l'éditeur, qui a pensé à tout, propose en téléchargement sur son site certaines pages, de façon à ne pas être obligé de charcuter à grands coups de ciseaux ce beau cahier.

Manu Bichindaritz

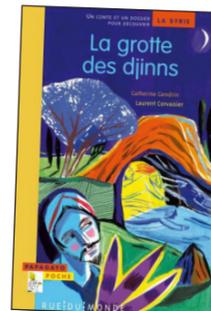


Collection Papagayo

Éditions Rue du Monde, 7,80 euros par album. À partir de 6 ans

Une invitation au voyage... Une collection de 12 livres présentant chacun un pays au travers d'un conte traditionnel et d'un dossier documentaire. Dans un monde où l'étranger est stigmatisé et trop souvent montré comme un danger, il est urgent de sensibiliser les enfants à la variété du monde et à la richesse de nombreuses civilisations. La lecture de ces contes du monde permet d'ailleurs de vérifier l'universalité des valeurs qui permettent la vie en communauté. La collection s'enrichit en 2016 de quatre pays – Iran, Syrie, Inde et Brésil –, pays dont le choix n'est certainement pas dû au hasard en cette année de poursuite de la guerre en Syrie et de Jeux olympiques au Brésil. Les dossiers permettent aux enfants de situer le pays, de comprendre que chacun a une riche histoire, une civilisation à découvrir, et une histoire actuelle indissoluble de la nôtre. Ainsi, pour ce qui concerne la Syrie, deux pages sont consacrées à la guerre et à ses conséquences.

Un atout important de cette collection est son prix car la littérature jeunesse est souvent peu accessible, surtout quand elle est illustrée. Et jusqu'au 15 août, pour deux Papagayo achetés chez les libraires partenaires, un livre est offert par l'éditeur à un enfant « oublié » des vacances... C.S.



Au panier!, Henri Meunier, illustré par Nathalie Choux

Éditions du Rouergue, 2016, 11,70 euros. À partir de 4 ans



C'est l'histoire d'un gendarme... qui utilise son autorité à tort et à travers, réclame des papiers à tout ce qu'il croise, considère comme non conforme tout ce qui ne correspond pas à l'idée qu'il se fait de la normalité, et veut envoyer tout le monde en prison ! Toute ressemblance... Une fable moderne pleine d'humour pour se faire tout petit une première idée de l'abus d'autorité, de la diversité et de la solidarité. C.S.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
★ la-breche.com
27 rue Taine 75012 Paris

POSTIERS DE RIVESALTES

« On a gagné! Une détermination et une unité sans faille »

Entretien. Sept mois de grève à La Poste de Rivesaltes (66)... Alors que le protocole de fin de conflit vient d'être signé, nous avons demandé à **Alexandre Pignon**, militant CGT, mandaté CHSCT et cible de la répression patronale, de revenir sur cette grève, la plus longue de l'histoire de La Poste.

Une grève historique. 215 jours. Une détermination exemplaire. Comment avez-vous pu tenir aussi longtemps ?

Oui, une détermination et une unité des collègues sans faille. On a été douze à partir... et douze à rentrer. Une colère accumulée pendant des années face à une politique d'entreprise, de rentabilité, et qui s'était déjà exprimée dans deux journées de grève où on avait gagné. Ce qui a permis de construire le rapport de forces nécessaire pour partir en grève illimitée. Un collectif de lutte, se réunissant tous les jours, exprimant les besoins et la volonté des collègues, prenant les tâches et les décisions ensemble. La démocratie salariale a été appliquée de bout en bout.

Aussi une unité SUD-CGT qui a très bien marché. Une solidarité de classe. Celle apportée, notamment financière, par la CGT, Solidaires, la CNT. L'interpro, avec des rencontres avec les autres corps de métier : cheminots, hospitaliers... Avec la participation aux actions contre la loi travail. Le soutien des usagers, des petits commerçants, qui nous ont donné des lots pour les tombolas... À noter aussi le soutien des Dragons catalans et de l'USAP [les équipes de rugby de Perpignan]. Des soutiens de poids de personnalités : Bernard Thibault, Pierre Laurent, Olivier Besancenot qui est intervenu en solidarité à Télématin et chez Ruquier, ce qui a permis un rayonnement médiatique national et pesé sur la direction de La Poste.

Peux-tu rappeler vos revendications à l'origine de la grève ?

La principale : l'emploi. Fin 2015 était annoncée une nouvelle réorganisation encore plus destructrice que la précédente, cela alors qu'on avait des tournées qui explosaient et qu'il nous était déjà impossible de faire notre travail correctement. Il nous faut de l'embauche. On a vu défiler des CDD, des intérimaires, délogés comme des kleenex. Une précarité institutionnalisée : 20 à 25%. En parallèle, la mise en place de facteurs-guichetiers impliquant une restriction des heures d'ouverture des bureaux... Une attaque contre le service public, un service public de qualité et de proximité, particulièrement nécessaire dans ce département auquel nous sommes attachés et pour lequel nous étions conscients de nous battre aussi.

Qu'avez-vous arraché ?

Le maintien des tournées et même la création d'une tournée supplémentaire effectuée par des CDI, pour pallier le dépassement de charge de travail ou d'horaire. Tous les postes vacants seront comblés. La CDIisation d'un collègue en CIE, un « contrat aidé ». Par ailleurs, La Poste avait embauché des intérimaires à l'origine pour casser la grève - ce qui est illégal - pour une période d'essai de trois mois. Comme la grève a duré plus, La



Alexandre Pignon (à droite) avec ses collègues de Rivesaltes en manifestation contre la loi travail le 28 juin à Perpignan. DR.

Poste a dû les embaucher en CDI! Principal bilan de la grève, direct ou non, entre 13 et 15 emplois sauvegardés ou créés dans le département. L'ultime point de négociation a été la question du paiement des 49 jours dits de négociations, sur lequel la direction vient de céder...

Quelle appréciation globale as-tu de l'accord que vous venez de signer ?

On a gagné! Et, comme on aime à le dire, ce n'est pas La Poste qui a accepté de signer le protocole de fin de conflit, c'est nous. C'est nous qui avons mis nos conditions et qui sommes arrivés à chaque fois là où on voulait. On nous a dit : « Vous êtes jusqu'au-boutistes ». Nous les avons fait démentir. On a prouvé que ce qui nous portait, c'est notre détermination. On a su la maintenir parce que l'on a su maintenir le collectif.

Mais le bilan de la grève, c'est avant tout un bilan humain. Ça, tu ne le sais pas tant que tu ne l'as pas vécu. Ça génère beaucoup d'émotion. Une formidable aventure humaine de solidarité, dont nos familles ont aussi été partie prenante.

Alors que la « réorganisation » contre laquelle vous vous êtes battus frappe l'ensemble de La Poste, les ripostes restent assez dispersées. Pourquoi ?

La conscience n'est pas la même partout : on réagit quand on est attaqué. Et La Poste, dans sa stratégie pour nous isoler, a bloqué toutes les réorganisations.

Comment arriver à coordonner les luttes ?

C'est la réponse syndicale. C'est là où on doit être organisé. À Rivesaltes, on a su s'organiser et créer les convergences. À la CGT, on parle beaucoup de syndicalisme rassemblé mais il faut commencer par être rassemblé avec les salariés. Quand on l'est, soit on a les syndicats rassemblés pour lutter, soit non, et les salariés alors voient bien les différences entre syndicats.

Néanmoins, par ricochet, quelques bureaux ont rejoint la lutte. Saint-Laurent-de-la-Salanque a déposé un préavis de grève pour obtenir un poste réclamé depuis 6 mois. Avant même qu'ils se mettent en grève, La Poste le leur accordait... Thuir, qui

avait déjà fait grève pendant trois mois contre une réorganisation [qui a été reportée], nous a rejoints pendant une semaine, arrachant la CDIisation de trois CIE. Toulouges, avant même le dépôt du préavis de grève, a obtenu des embauches, etc. Donc un rayonnement de notre grève dans le département mais au-delà, par exemple avec des bureaux de Montpellier aussi en grève.

Comment s'est passée la reprise du travail ?

Comme on a gagné, ça nous porte, les collègues sont hyper motivés. Déjà pour faire appliquer le protocole. Donc maintenir le rapport de forces au quotidien. Le jour de la reprise, la direction a déjà tenté, contrairement au protocole, d'imposer des congés aux grévistes. Elle m'a aussi interdit l'accès aux locaux, alors que je suis mandaté CHSCT, s'arrogeant le droit de m'enlever

un droit. Elle a dû faire machine arrière sur ces deux points.

Tout au long du conflit, la direction de La Poste s'est comportée comme un patron de choc, bien dans le moule du néolibéralisme, antisocial mais aussi antidémocratique. Elle a multiplié provocations et mesures répressives...

Pour elle, la CGT est l'ennemi à abattre. Un directeur d'établissement a simulé une agression pour tenter de faire licencier un camarade CGT d'une agence d'intérim venu défendre les intérêts des intérimaires de La Poste. Nous, on n'a jamais été en opposition avec eux. Au contraire, on leur a montré que notre lutte les concernait aussi, que l'on se battait pour créer de l'emploi.

Toi-même tu as été menacé de deux ans de mise à pied, et tu es passé devant le conseil de discipline. Où cela en est-il ?

D'abord, menace de révocation. Après, demande d'une mise à pied de 24 mois. Puis de 18 mois... Et finalement, la sanction prononcée est de 3 mois, dont un avec sursis. Là aussi, on a pu prouver que l'action collective peut faire plier La Poste. On va continuer à se battre pour que je sois rétabli dans mes droits. On envisage un recours devant le Conseil supérieur de la Fonction publique, le tribunal administratif, voire aller au pénal parce qu'il y a eu faux témoignage, dénonciation calomnieuse, harcèlement... Donc, la lutte continue.

Propos recueillis par Jean Boucher

L'image de la semaine



Vu ailleurs

L'Humanité.fr EL KHOMRI AVEC LES PATRONS.

Quand le patronat veut prendre sa revanche sur des salariés en lutte, il peut compter sur le gouvernement. C'est ainsi que le 27 juin, la ministre du Travail Myriam El Khomri est passée outre une décision de l'Inspection du travail en autorisant le licenciement d'un délégué CGT de Sodexo.

La direction de la société de restauration qui se présente comme « leader mondial des services de qualité de vie » n'a visiblement pas digéré la grève entamée par ses chauffeurs-livreurs de Marseille fin 2015 et rapidement suivie par des salariés d'autres services. À l'issue de cette mobilisation qui dénonçait les conditions de travail (telle que l'imposition de CDI intermittents, la surcharge des camions) et des salaires insuffisants, la direction, contrainte de signer un accord, annonce la mise à pied de 18 grévistes pour abandon de poste, arguant que les salariés n'avaient pas repris le travail au lendemain de la fin de la grève. La Sodexo a finalement dû réintégrer la majorité d'entre eux et l'histoire aurait dû s'arrêter là. C'était sans compter sur la saisine par la direction du ministère du Travail afin de rendre effectif le licenciement pour faute lourde d'Yvon Caprice, délégué CGT. Persévérant dans sa ligne pro-patronale, le ministère a cassé la décision de l'Inspection du travail, qui s'était opposée au licenciement. [...] Pendant ce temps, Sodexo annonce une progression de son chiffre d'affaire de 3,7% pour les 9 premiers mois de l'exercice 2015-2016...

« Le gouvernement au secours de Sodexo pour licencier un délégué CGT », Olivier Morin, *Humanite.fr*, lundi 11 juillet 2016

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 44 €	
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 38 € <input type="checkbox"/> 76 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org